

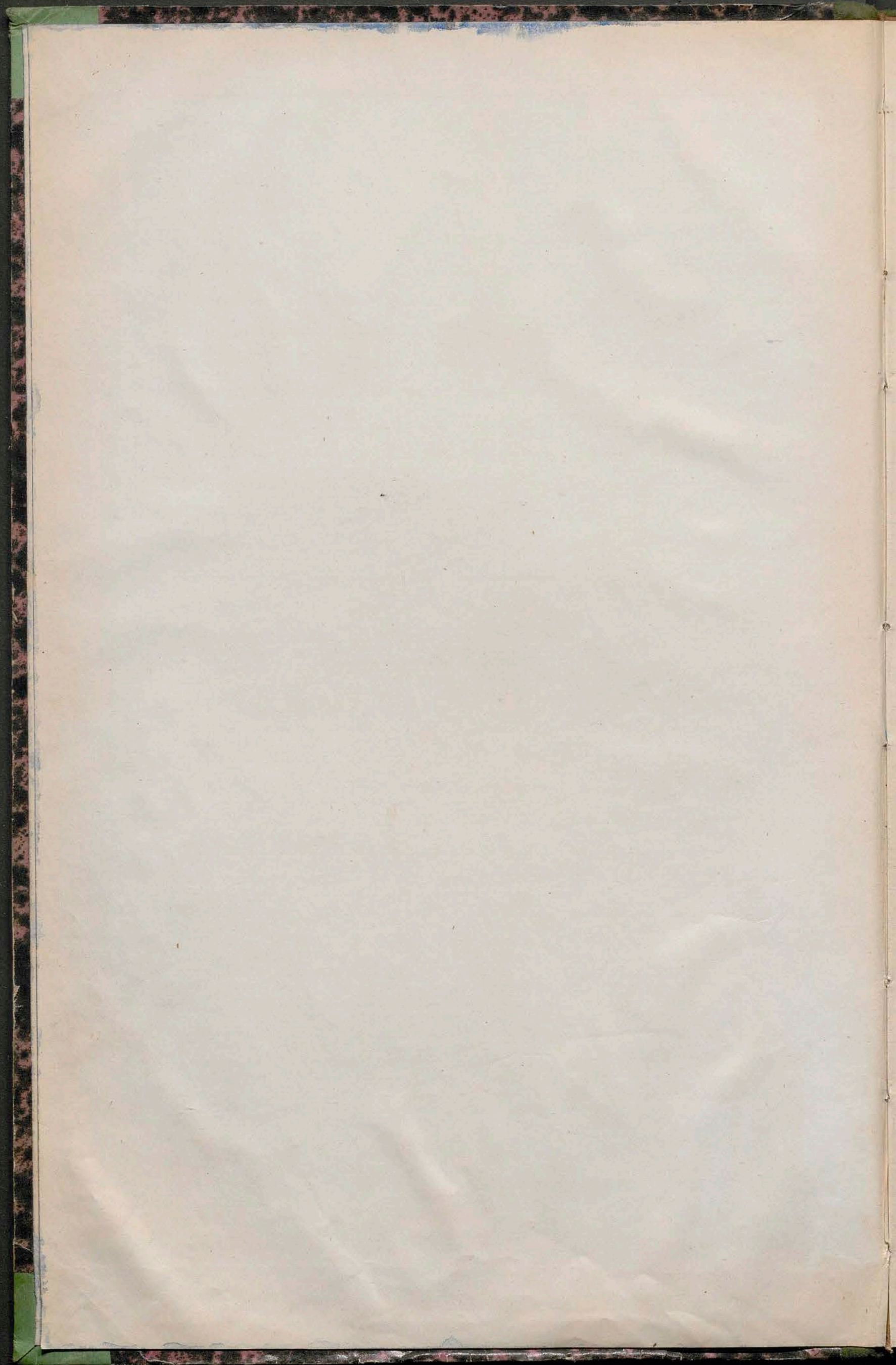
48.31

Commission des Finances.

~~~~~

- 1876 -







Siéance du Vendredi 23 Juin 1873.



Présidence de M. Hubert Delisle, doyen d'âge.

La commission décide sur la demande du président qu'elle nommera deux vice-présidents et trois secrétaires.

Nomination du président :

Nombre des votants 16. Majorité absolue 9.

M. Pouyer Fournier est nommé président par 12 voix.

Nomination des deux vice-présidents :

Nombre des votants 16. Majorité absolue 9.

Ont obtenu : M. Caillaux, 17 voix, MM. Ducloux et Jourin 6 voix, M. Ansel 5 voix, M. Balthé 3 voix.

M. Caillaux seul est nommé au premier tour.

Second tour de scrutin :

Nombre des votants 17. Majorité 9.

M. Ansel est nommé par 10 voix.

En conséquence MM. Caillaux et Ansel sont proclamés vice-présidents.

Nomination des secrétaires :

Nombre des votants 17. Majorité 9.

M. de Montgolfier obtient 14 voix, M. Vandier 13 voix et M. de Bastard 9 voix.

En conséquence MM. de Montgolfier, Vandier et de Bastard sont proclamés secrétaires.

M. Pouyer Fournier prend place au fauteuil et remercie ses collègues de l'honneur qu'ils viennent de lui faire en exprimant le vœu que l'union et le cordage en soient jamais de rigueur entre les membres de la commission.

M. Lambert I<sup>er</sup> (voix). La commission des Finances actuelle qu'elle nommée avant le dépôt sur le bureau du Sénat du budget voté par la Chambre, en procédant ainsi à sa nomination anticipée on a en pour but de hâter les travaux au moment où elle <sup>délibère</sup> ~~est~~ appelée à ~~statuer~~. En le montrant elle n'a aucune raison de se réunir puisqu'elle n'est pas en possession d'aucun projet sur lequel elle aura à statuer ; mais il est cependant nécessaire qu'elle se réunisse dès aujourd'hui en son sein pour discuter de manière que chaque membre puisse d'avance étudier les questions qu'il aura plus spécialement à résoudre.

M. Balthé appuie la proposition de M. Lambert I<sup>er</sup> (voix). La commission ne pourrait pas être <sup>considérée comme</sup> complètement organisée si les sous-commissions



n'étaient point formés. Il est très important que chacun sache dans quel cercle il aura à se mouvoir. Si d'ici au <sup>vote</sup> ~~débat~~ du budget par la Chambre des députés des lois spéciales de finances sont déposées, elles devront être examinées et dans ce cas les lois <sup>seront</sup> ~~seront~~ renvoyées aux sous-commissions auxquelles elles incomberont plus particulièrement.

M. Jouin ne s'oppose <sup>pas</sup> à la division de la commission des Finances en sous-commissions, mais il pense que la demande de crédit qui pourraient être déposés au bureau du Sénat, indépendamment du budget, devraient être examinées non par une sous-commission mais par la commission toute entière réunie c'est-à-dire, car dans le cas où des crédits spéciaux à un ministère seraient présentés il serait ~~général~~ facile et plus court de la faire examiner de suite par la commission toute entière que de les renvoyer à une sous-commission.

M. Caillaux approuve la proposition de M. Lambert 1<sup>er</sup> Croix, le qui doit guider la commission c'est l'intérêt du budget et il est impossible d'admettre qu'il y ait ~~par une~~ ~~de~~ concurrence ou rivalité entre la commission du Sénat et celle de la Chambre des députés, pourvu qu'on s'efforce de la faire unifier. Ce qui est utile c'est de hâter l'exécution des travaux de la commission en étant prêts à réunir le budget au jour qu'il aura été voté par la Chambre. Il faut donc nommer les sous-commissions, ces sous-commissions n'auront point à se réunir mais chacun de leurs membres devra connaître l'objet spécial de ses travaux.

En ce qui concerne les crédits spéciaux l'orateur partage l'opinion de M. Jouin.

M. Ducloux pense que si un projet de loi spécial à un ministère est présenté à la commission, c'est à elle qu'il appartient de décider s'il doit être renvoyé à une sous-commission.

Après une courte discussion il est décidé que la commission des Finances se divise en 4 sous-commissions.

Cette répartition est établie de la manière suivante

| 1 <sup>re</sup> S. Commission. | 2 <sup>e</sup> S. Commission. | 3 <sup>ème</sup> S. Commission.                              | 4 <sup>e</sup> S. Commission.         |
|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Finances.                      | Jeune et Marine.              | Aff. Étrang., Juste. Sûreté, Coll. Trés. Public, Agriculture | Trés. Public, Agriculture, Intérieur. |
| M. M. Jouin                    | M. M. Hubert Delisle          | M. M. Lambert 1 <sup>er</sup> Croix                          | M. M. Anet                            |
| B <sup>re</sup> Legoux         | Ducloux                       | Delsal                                                       | Cordin                                |
| Pongier Laugier                | de Bastard                    | Bernard                                                      | Caillaux                              |
| Mouland                        | de Montgolfier                | Batbie                                                       | Luquet.                               |
| O. de Lafayette                | Vandier.                      |                                                              |                                       |



3  
La commission décide en outre qu'elle demande à la gestapo un  
emploi de l'ancien à Jean le prisonnier verbal du même genre de  
la commission sous la surveillance des douaniers de la commission.  
Le même est levé à 2 <sup>h</sup>/<sub>h</sub> -

Le secrétaire

Jardier



Séance du 3 Juillet 1876

M. le Président fait observer que depuis la dernière  
la composition de la commission s'est trouvée modifiée, ~~et que~~  
Gratès membres qui n'appartenaient pas et qui le règlement  
et à leur égard ne ~~débattent~~ <sup>faisaient point</sup> partie de la commission, ont  
puis part au vote du bureau dans la dernière séance. Il s'agit  
de savoir si la ~~bureau~~ <sup>commission</sup> entend reconnaître l'élection de son bureau.  
Après un échange d'explication entre M. M. Delval,  
Lambert, J. Croin, Bernard, Guillaumet et plusieurs autres  
membres de la commission, il est décidé qu'on procédera de  
nouveau à l'élection du bureau et qu'à cet effet la commission  
se réunira le premier jour de la séance de l'Institut, à deux  
heures.

Le secrétaire

Vandier



Siège du 6 Juillet 1876.

Présidence de M<sup>r</sup> Teray, président d'âge.

Nomination du président.

Vote des votants 15 Majorité absolue 8

M<sup>r</sup> Pouyer Querier est nommé président par 15 voix.

Nomination de deux vice-présidents

Vote des votants 16 Majorité absolue 9

M<sup>m</sup> Caillaux et Anel sont nommés par 1<sup>er</sup> par

16 voix et le second par 10 voix, vice-présidents de la Commission.

Nomination des trois secrétaires.

Vote des votants 16 Majorité absolue 9.

M<sup>m</sup> de Montgolfier, Vaudier et Bernard sont nommés  
Secrétaires

M<sup>r</sup> le Président remercie le bureau de son election

M<sup>r</sup> le Président demande à la Commission si elle entend procéder  
à la réélection des membres de la Commission.

Cette proposition est acceptée et les deux commissions sont ainsi  
formées.

| 1 <sup>re</sup> S. Commission<br>Finances                                                          | 2 <sup>me</sup> S. Commission<br>Guerre et Marine       | 3 <sup>me</sup> S. Commission<br>Aff. Étrangères, Instruction<br>Publique, Cultes, Beaux-Arts,<br>Justice. | 4 <sup>me</sup> S. Commission<br>Travaux Publics,<br>Agriculture, Intérieur |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| M <sup>m</sup> . B <sup>on</sup> Leguay<br>Pouyer Querier<br>Routaud<br>O. de la Fayette<br>Bocher | Duchère<br>de Montgolfier<br>Gouin<br>Vaudier<br>Teray. | Lambert 1 <sup>er</sup> Louis<br>Delsol<br>Bernard<br>Batbie                                               | Anel<br>Lodin<br>Caillaux<br>Euet.                                          |

M<sup>r</sup> de la Fayette demande si la Commission doit renvoyer le projet  
de l'impôt de M<sup>r</sup> de Lorgeril.

M<sup>r</sup> Duchère croit que le Sénat n'a pas le droit d'examiner cette  
vote sur la loi d'impôt avant la Chambre des Députés.

M<sup>r</sup> Lambert 1<sup>er</sup> Louis oppose que cette interprétation n'est



être acceptés sans aucune au Sénat la plus grande part de ses  
prerogatives, c'est lui refuser le droit d'initiative pour  
presque toutes les questions, pour presque toutes les questions est  
un côté financier.

M. Durlin fait observer ~~que si l'on admettait que~~ que c'est  
là une question de mesure mais ce qui est certain c'est que  
l'initiative des impôts doit appartenir à la Chambre des  
députés.

M. Bocher fait observer qu'il va discuter dans la séance au  
Sénat le rétablissement des perceptions de ville, si les perceptions  
sont rétablies, il sera une dépense nouvelle, le Sénat a l'il lui  
a non le droit d'étudier et de voter cette loi.

M. Chérel a été membre de la commission du règlement,  
et dans cette commission il a pas voulu entrer à ce point  
de vue l'initiative du Sénat.

M. Lambert D<sup>e</sup> Brois fait remarquer que quand M. le Sénat  
a déposé la proposition au Président <sup>du Sénat</sup> le gouvernement ~~ne l'a~~  
fait d'opposition au dépôt de cette proposition. Et fait ajourner  
jusqu'au moment où nous discuterons le budget.

Cette proposition est acceptée.

Et <sup>de la commission</sup> les décrets auront bien fait le jour où il y aura pas même  
s'il y a même une heure ou deux avant l'insertion de la  
séance du Sénat. Et <sup>de la commission</sup> les décrets auront bien à Versailles.

En séance est levée.



2

Séance du 25. Juillet 1876 -

Plusieurs projets de loi sont distribués entre les différentes  
des commissions.

Les sous-commissions se réunissent pour nommer leurs bureaux.  
Le séance est levée à 5 heures.



Séance du 31 juillet 1876

Résidence de M. Souyer. Quartier -

La Séance est ouverte à 1 heure -

M. le Ministre des Finances assiste à la séance.

M. le Ministre rappelle à la commission qu'elle est saisie d'un projet de loi qui a été précédemment adopté par la Chambre des députés et qui a pour objet l'ouverture au ministère de la guerre d'un crédit de 7,410,000 francs et d'un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 2,263,507 francs, 83 C<sup>ts</sup> et se rapportant à plusieurs ministères. Le gouvernement demandait trois millions, deux cent soixante trois mille, cinq cent sept francs, 83 C<sup>ts</sup>. La Chambre des députés a réduit cette demande à la somme de 2,263,507, 83 C<sup>ts</sup>. Le gouvernement a accepté cette réduction. Ces crédits sont applicables à l'exercice 1877. On ne peut régulièrement ordonner que jusqu'au 31 juillet, et le 31 juillet c'est aujourd'hui. A dater du 31 juillet, les ordonnateurs ne peuvent plus ordonner régulièrement. M. le ministre demande donc à la Commission si elle ne pourrait pas sur un simple rapport verbal, faire voter par le Sénat aujourd'hui même, les crédits supplémentaires demandés. - Il n'y a pas eu séance au Sénat depuis que ces crédits ont été votés par la Chambre des députés. Il n'a donc pas été possible à M. le ministre de déposer plus tôt ce projet de loi. -

M. Vandier dit que la proposition de M. le Ministre des Finances est contraire au règlement du Sénat. Le Sénat ne consentira pas à voter sur un rapport verbal -

M. Bocher. Il est certain que si le Sénat consentait à voter aujourd'hui même ces crédits, cela aplanirait toutes les difficultés. L'assemblée



Nationale a voté plusieurs crédits dans les mêmes conditions. Il y a donc des précédents qui militent en faveur de la proposition de M. le Ministre.

M. Vandier donne lecture du règlement de rapportant à la proposition de M. le Ministre. Le rapport ajoute M. Vandier, n'étant ni imprimé ni distribué, il ne paraît pas possible de le discuter. — La Commission ne peut accéder au désir de M. le Ministre qu'en demandant au Sénat de déroger, pour ce cas, au règlement.

M. le Ministre répond que le Gouvernement ne peut intervenir dans cette question. La Commission peut faire un rapport verbal et demander le vote sur ce rapport.

M. Lambert de St Croix demande à M. le Ministre combien il estime que doit encore durer la session?

M. le Ministre répond qu'en présence de la lenteur du vote du Budget à la Chambre des Représentés, le Gouvernement n'est pas absolument sûr de la date de la prorogation des Chambres. Néanmoins, il pense que la Chambre des Représentés continuera ses travaux jusqu'au 12 ou 15 août. Avant le 12, le Gouvernement saisira la Commission du projet de loi sur les Contributions Directes, que le Sénat pourra voter ensuite.

M. Duclerc pense qu'on devrait se hâter le plus tôt possible, puisqu'il paraît impossible de voter le Budget d'ici au 19 août.

M. Vandier dit qu'il est nécessaire que les Sénateurs qui sont pour les Conseils généraux se rendent dans les cantons qu'ils représentent huit jours au moins avant l'ouverture de la session. Ce temps est nécessaire pour bien se pénétrer des besoins du Canton.

M. M. Bernard, Vandier, Batbi, Rouland et le Hon. de Guay donnent lecture



Le plusieurs rapports qui, après quelques observations,  
sont successivement adoptés par la Commission.

La Séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire

Vanderlin



18  
Séance du Jeudi 3 août 1876

Présidence de M. Souyer - Quartier -

La Séance est ouverte à 1 heure =

M. le Président annonce à la Commission qu'il a demandé et qu'il espère obtenir un local plus vaste pour la Commission =

M. Vandier demande, qu'à l'avenir, on mette en tête des projets de lois, la date de la séance de la Chambre des Représentants où ils ont été adoptés = Cela faciliterait les recherches qu'on peut avoir à faire =

M. Vandier donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment adopté par la Chambre des Représentants, portant demande, par le Ministère de la marine, de crédits supplémentaires sur les exercices 1875-1876 =

Ce projet de loi a pour objet d'ouvrir au Ministère de la marine et des Colonies =

1<sup>o</sup> pour l'exercice 1875, un crédit supplémentaire de 1000,000 de francs, pour la caisse des invalides de la marine =

2<sup>o</sup> pour l'exercice 1876, plusieurs crédits montant ensemble à la somme de f. 894,418 francs qui ont pour objet une augmentation dans le chiffre de bâtiments armés, les dépenses qu'occasionnera l'appel des réservistes, l'augmentation des effectifs de l'infanterie et de l'artillerie de marine et les transports du personnel et du matériel de la marine pour les Antilles et la Guyane. -

M. Vandier, après avoir lu cette seconde partie de son rapport qui contient quelques observations concernant l'époque à laquelle ces crédits sont introduits devant la Chambre, demande à la



Commission si elle approuve ces observations.  
Il eût été plus régulier, ajoute M. Vandier, de  
prévoir ces dépenses au budget de 1876 et de les y  
faire entrer =

M. Lambert de Sainte-Croix est frappé, lui  
aussi de ces irrégularités - On a augmenté au  
mois de février. Seulement les prévisions du  
budget, en augmentant, à cette époque, le  
nombre des bâtiments armés - Quel que soit,  
ajoute l'orateur, le désir de chacun de  
nous, d'augmenter les forces navales de la  
France, il ne paraît pas possible d'accepter  
sans protestation de semblables irrégularités.

M. Bernard pense que le moment est mal  
choisi d'infliger un blâme quelconque au  
ministre de la marine au sujet de ces crédits  
supplémentaires qui ont pour objet l'aug-  
mentation et l'armement des bâtiments.  
La question d'argent est grosse de périls!

M. Vandier approuve l'idée qui a inspiré  
M. le ministre de la Marine - ce qu'il ne  
peut approuver c'est la manière irrégulière  
dont cette idée a été mise à exécution =

M. Duclerc dit qu'on doit approuver ces  
demandes de crédits, si elles sont motivées par  
les événements d'Orient - Il serait donc  
imprudent de blâmer.

M. Lambert de Sainte-Croix - En présence d'une  
irrégularité flagrante, on ne peut pas ne  
pas protester.

M. le Président est d'avis d'entendre  
M. le ministre de la Marine, avant de  
prendre un parti =



13  
M. Lucet désirerait qu'on s'occupât davantage des travaux de la Chambre des Députés. Le Sénat est en quelque sorte une cour d'appel qui devrait, conséquemment, tenir compte de ce que fait la Chambre des Députés. Mais le Sénat suit les errements de l'Assemblée qui, elle était souveraine. Il serait peut-être plus convenable de mentionner, dans les rapports qui sont faits sur les projets de loi, les travaux de la Chambre.

M. Lambert de Sainte-Proix : Cette question ne doit pas entrer en ligne de compte dans nos travaux. Il existe, dans le projet de loi qui occupe la Commission de régularité. Si la Chambre des Députés ne lui ~~est~~ <sup>pas</sup> pas relevée, ce n'est pas une raison pour que le Sénat la passe sous silence.

M. Vandier fait remarquer qu'il serait souvent difficile de rapporter les travaux de la Chambre. Ainsi pour le cas qui occupe la Commission, il faut remarquer que le projet présenté à la Chambre des Députés ne ressemble en rien à celui <sup>qui est</sup> présenté au Sénat, car la Chambre a profondément modifié le projet que présentait le Gouvernement. La ~~Commission~~ <sup>Commission</sup> n'a donc pas à s'occuper de ce qu'a fait la Chambre des Députés.

M. le Président propose à la Commission de concentrer en une seule observation à faire à M. le ministre de la Marine, les irrégularités signalées dans le rapport de M. Vandier. Les observations pourraient lui être présentées en dehors de la séance.

M. Oscar de Lafayette lit un rapport sur un projet de loi, qui a été adopté par la Chambre des Députés, concernant



le transport de la contribution foncière  
dans le cas de réunion de communes =  
le rapport est adopté.

Sur la proposition de M. le Président,  
la commission se sépare à 3 heures, après  
avoir décidé qu'elle se réunira de nouveau  
pendant la séance.

La Commission se réunit  
à 4 heures =

M. Ancel donne lecture d'un rapport  
sur un projet de loi ayant pour objet  
d'élever de 5,700,000 francs, à 11,500,000 fr.  
la 8<sup>e</sup> annuité des subventions accordées  
par les lois des 11 juillet 1868, et 25 juillet  
1873, et d'augmenter de 14 millions pour  
1876, la somme de avances à concourir  
par la caisse des chemins vicinaux.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 4 h.  $\frac{1}{2}$ .

Vandier



15  
Séance du Lundi 7 août 1876

Présidence de M. Souyer. Quartier.

La séance est ouverte à midi —

M. Vandier donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment voté par la Chambre des Représentants, portant ouverture au ministère de la Guerre, sur l'exercice 1876, de suppléments de crédits montant à la somme de 32,507,308 francs. — Ce projet a été modifié sur quelques points par la Chambre des Représentants. M. le rapporteur estime qu'après les débats qui ont eu lieu à la Chambre et les explications qui ont été fournies par M. le Ministre de la Guerre, il est inutile de revenir sur des questions qui sont épuisées.

Le rapport de M. Vandier est adopté.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission.  
Vandier



Séance du Mardi 8 août 1876

Présidence de M. Souyer - Guethier -

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Vandier donne lecture d'un rapport sur un projet de loi portant ouverture au ministre de la Marine et des colonies, sur l'exercice 1876, d'un crédit supplémentaire de 91,523 francs, à rattachar au Chapitre V: Troupes.

Après une courte observation présentée par M. Lucet, le rapport est adopté.

M. Babbie donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment voté par la Chambre des Représentés, relatif à la retraite des instituteurs.

Cette loi modifie complètement la loi du 9 juin 1853. Avant de se prononcer, M. le Rapporteur désirerait connaître les conséquences financières de cette loi. La discussion qui a eu lieu à la Chambre des Représentés ne lui a fait pas connaître. après quelques observations, le rapport est adopté. Par la proposition de M. le Secrétaire, la Commission décide qu'elle entendra M. le Ministre des Finances.

M. Caillaud lit un rapport sur un projet de loi portant ouverture, au ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le budget de l'exercice 1876, au Chapitre IV, d'un supplément de crédit de 130 000 francs, affecté aux dépenses de l'institut agronomique.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission.

Vandier



12

Séance du mercredi 9 août 1876 =

Présidence de M. Souyer. Quartier =

La séance est ouverte à 1 h.  $\frac{1}{2}$ .

M. Battie développe l'amendement au projet de loi sur la retraite des instituteurs, amendement qu'il a déposé sur le bureau du Sénat à la précédente séance.

La loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles fixe les conditions auxquelles peuvent être obtenues les pensions exceptionnelles pour cause d'infirmité : Les cas prévus par la loi sont au nombre de trois : ainsi, tous les fonctionnaires n'ont droit, pour cause d'infirmité, qu'à une somme proportionnelle à la durée des services. Il serait injuste d'accorder aux instituteurs, après 15 ans d'activité, une pension que d'autres fonctionnaires ne pourraient atteindre qu'après vingt-cinq ans de services. Il se peut qu'un instituteur contracte des infirmités qui sans doute le rendent bien incapable de remplir les fonctions qui lui ont été attribuées, mais qui cependant ne l'empêcheront pas de se livrer à un autre travail. Il pourra par exemple être secrétaire de mairie, homme d'affaires.

D'après la loi proposée, il arriverait que la même retraite serait accordée à ceux qui auraient servi 15 ans qu'à ceux qui auraient servi vingt-cinq ans.

M. Battie est donc d'avis de ne pas étendre le minimum dont parle le projet de loi aux pensions exceptionnelles pour infirmité.

Cet amendement, après avoir donné lieu à quelques observations est mis aux voix et adopté.

M. Ducloux donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment adopté par la Chambre des Représentants, portant ouverture au ministre de la guerre, au titre du compte de liquidation, de crédit de 201,877,000 francs, pour les dépenses de l'année 1876.

M. de Montgolfier combat le art. 4 et 7 du



projet de loi.

Il ne pense pas, en ce qui concerne l'art. 4, qu'il soit nécessaire de tenir une comptabilité spéciale pour distinguer le matériel du service courant et le matériel de la réserve. Il est inutile de compliquer la comptabilité générale du ministère qui est claire et précise, lorsqu'on veut bien se donner la peine de s'étudier. Pour atteindre le but qu'on se propose, il suffit d'inventaire trimestriel et d'état de situation. C'est là ce que la loi aurait dû demander et rien de plus.

M. Ducloux dit que l'application des règles de notre comptabilité publique est garantie malgré la division du compte de liquidation en deux seuls chapitres : nous pourrions en ajouter une autre, celle de la mise en état de défense de notre territoire. Il faut que les approvisionnements se fassent régulièrement.

M. de Montgolfier, en ce qui touche l'art. 7 appelle l'attention de la commission sur les dispositions de cet article qui paraît imposer au ministre, même après le vote de la loi actuelle, l'obligation de revenir devant les Chambres, pour chaque travail spécial qu'il aura à poursuivre ou à exécuter, en vue de l'armement et de la défense du pays.

M. de Montgolfier pense que si cet article devait être interprété ainsi, il paralyserait l'action du ministre et rendrait les travaux impossibles. Il croit qu'il y a nécessité de ne pas retarder le vote du projet, et il ne propose pas la suppression de l'art. 7, ni la modification de l'art. 4, mais il demande que des réserves formelles soient insérées dans le rapport de M. Ducloux.

La commission, après ces explications, décide que M. Ducloux s'entendra avec M. de Montgolfier pour introduire dans le rapport les réserves permettant de sauvegarder, autant que possible, la liberté d'action du ministre et d'assurer, sans entraves, la marche des travaux.

L'Assemblée est levée à 2 heures :

Le Secrétaire de la Commission :

Montgolfier



19

Séance du jeudi 10 août 1876

Présidence de M. Ancel, vice-président

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Lucet donne lecture de son rapport sur un projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'ouverture, par décret, au budget du ministère de l'intérieur, pour le service du gouvernement général civil de l'Algérie, de crédits s'élevant à la somme de 240 000 francs, montant de la contribution de guerre imposée à la tribu du Bou-Aziz, du cercle de Biskra.

M. Lucet donne à la commission des explications au sujet de la route de Batna à Biskra. Cette route déjà faite en partie par les insurgés, sera, pour la propriété de cette partie de l'Algérie, d'une très-grande importance. La somme de 240 000 francs, demandée pour l'achèvement de cette route, ne pourrait être plus utilement employée. Après ces explications, le rapport est adopté.

M. Batbie présente à la commission des observations au sujet du projet de loi portant répartition du fonds de 4,000,000, destiné à venir en aide aux départements. Il est bien vrai que les 12<sup>es</sup> extraordinaires n'ont pas été votés par le conseil général du département du Gers. mais est-ce bien une raison pour supprimer l'allocation de 9000 francs qui lui a toujours été accordée ? Le département a eu supporter de grosses dépenses occasionnées, notamment par des constructions de casernes.

M. le baron Le Guay pense qu'un département qui n'a pas voté le maximum des 12<sup>es</sup> ordinaires, ne doit pas avoir droit à une allocation. C'est le principe consacré par l'administration.

M. Batbie répond que, de ce qu'il est établi un maximum d'impôt pour les départements, il ne



s'ensuit pas que cet impôt puisse être supporté également par tous les départements, celui du Gers notamment n'est pas très riche.

Après quelques autres observations présentées par M. M. Leguay et Delvol, il a été convenu que M. Rabbe fournirait à la prochaine séance des explications plus étendues.

En ce qui concerne l'art. 7 du projet de loi portant ouverture au ministre de la Guerre d'un crédit de 201, 877, 000 francs, au titre du compte de liquidation, M. Rabbe n'approuve pas la rédaction de cet article qui paralyse l'action du ministre et rend les travaux impossibles.

M. Duclerc répond que ~~les mots~~ armes neuves qui nécessitent à la fois l'avis du comité spécial et le vote d'un crédit, doit s'entendre des armes absolument nouvelles, qui n'ont pas encore existé. Les unes sont, des armes faites sur un type absolument nouveau. Si une nouvelle pièce d'artillerie venait à être inventée, il faudrait évidemment l'avis du comité d'artillerie et ensuite le vote du crédit nécessaire à la fabrication de cette pièce. Quant aux armes dont le type est déjà adopté, ni un nouveau vote, ni l'avis d'un comité ne sont nécessaires pour en continuer la fabrication.

M. Duclerc demandera des explications à M. le ministre de la Guerre au sujet de ces mots "Armes neuves."

La séance est levée à 2 h. 1/4

Le Secrétaire de la Commission.

Malley



21

Seance du Vendredi 11 août 1876.

Présidence de M. Soury. Quartier =

La Seance est ouverte à 1 heure.

M. Rouland donne lecture d'un rapport sur un projet de loi concernant le timbre des contrats d'assurance passés en pays étranger par des compagnies françaises pour des biens situés à l'étranger.

M. Lambert de La Croix propose d'étendre aux contrats d'assurance sur la vie les bénéfices accordés aux contrats d'assurance contre l'incendie.

M. le rapporteur adhère à cette proposition =  
Le rapport est adopté.

M. Ancel donne lecture d'un rapport sur le projet de répartition du fonds de 4 millions destinés à venir en aide aux départements (exercice 1877) -

M. Batbie demande à la Commission de modifier en faveur du Département du Gers, le projet de loi de répartition. Le crédit de 9000 fr. qui a toujours été accordé à ce Département, a été supprimé parce que le Conseil général n'a pas voté le minimum des centimes extraordinaires. Cette base de répartition n'est pas obligatoire; elle n'est imposée par aucune loi. Il serait peut-être plus équitable de considérer quelle est la somme des centimes additionnels de toute espèce qui supporte le Département plutôt que de regarder exclusivement les centimes extraordinaires que son Conseil général pourrait voter.

M. Batbie donne lecture à la Commission d'une lettre de M. le préfet du Gers qui lui fait connaître la situation de ce Département. Il résulte de cette lettre que le Département du Gers, par suite d'acquisition d'immeubles, de constructions de prisons, etc., va avoir à supporter des dépenses qui ne s'élèveront pas à moins de 205,883 francs.

Ces dépenses nécessiteront sans doute des ressources



nouvelle, et c'est une raison de plus pour maintenir le département dans la subvention à laquelle il a droit et qui lui a toujours été accordée.

Le Département de la Seine, au point de vue de la situation financière, va toujours s'améliorant. L'augmentation annuelle des centimes ne dépasse pas 22 f. 40 c. par an. Malgré cela, on propose de maintenir une subvention de 25000 f. Il serait bien plus juste, en considérant la situation si précaire du Département de la Seine, de supprimer toute subvention.

M. Balthé propose donc à la Commission de rétablir le droit de 9000 fr. au profit du département du Gers et de réduire de 25000 f. à 16000 f. le droit attribué au département de la Seine.

M. Arnal pense que l'époque est trop avancée pour qu'il soit possible de proposer une modification quelconque au Tableau de répartition.

La séance est levée à 2 h.  $\frac{1}{4}$ .

Le Secrétaire de la Commission,  
Bernard



23

Séance du Lundi 6 novembre 1876

Présidence de M. Douyer. Guérin, président.

M. le Président rappelle à la Commission qu'elle est saisie de plusieurs projets qui n'ont pu être discutés pendant la session dernière.

Ces projets sont remis à MM. les membres les S<sup>rs</sup> Commissions compétentes désignés comme rapporteurs.

M. le Président donne lecture à la Commission de deux lettres qu'il a reçues de M. le ministre des Finances.

La première, datée du 8 octobre dernier, est ainsi conçue :

" Monsieur le président et cher Collègue, le  
" budget de l'exercice 1877 ne pourra être présenté  
" au Sénat qu'après que toutes les parties (texte de loi  
" et tableaux législatifs) auront été définitivement  
" votées par la Chambre des Représentés.

" Il faudra ensuite un certain temps au ministre  
" des Finances pour préparer un nouvel exposé des  
" motifs et pour faire imprimer et distribuer la loi  
" votée ;

" aux membres du Sénat pour examiner le  
" budget ;

" à tel ou mission des Finances pour nommer  
" les rapporteurs ;

" aux rapporteurs pour rédiger et déposer  
" leurs rapports ;

" Enfin, au Sénat lui-même pour les  
" voter.

" Or, on ne saurait prévoir l'époque  
" à laquelle tel membre du Représentés aura  
" terminé le vote du budget. Si donc,  
" le Sénat ne devrait commencer les travaux  
" qu'après ce vote, il est évident que la loi  
" des Finances ne pourrait pas être promulguée



« avant l'ouverture de l'exercice 1877, ce qui entra-  
« vait la perception des impôts et l'acquiescement  
« des dépenses publiques =

« J'ai dû rechercher les moyens de remédier  
« à cet état de choses et à cet effet, j'ai l'honneur  
« de vous proposer la marche ci-après :

« Aussitôt après le vote par la Chambre  
« des députés des crédits concernant l'ensemble  
« d'un ministère ou d'une section de ministère,  
« le ministre compétent remplirait un état  
« conforme aux formules ci-jointes et présentant  
« au regard de chaque chapitre :

« 1<sup>o</sup> Les propositions primitives du gouvernement  
« et les crédits votés par la Chambre des députés ;  
« 2<sup>o</sup> Les augmentatives ou diminutives de crédits  
« opérées par cette chambre ; 3<sup>o</sup> enfin l'indication  
« motivée et le montant des crédits non alloués sous  
« le gouvernement demandant la maintenance.

« Cet état qui devrait me parvenir le lendemain  
« même du jour du vote, serait établi en deux  
« expéditions =

« Je me chargerais de faire imprimer immédiatement  
« ledit état et d'en remettre à titre officiel,  
« à la Commission des Finances du Sénat, un  
« nombre suffisant d'exemplaires pour qu'elle  
« pût immédiatement commencer ses travaux  
« sans attendre le dépôt officiel sur le bureau  
« du Sénat de la loi de finances adoptée par  
« la Chambre des députés.

« Si, comme je l'espère la Commission  
« des Finances veut bien se prêter à cette combinaison,  
« soy, elle se trouverait en mesure de déposer la  
« majeure partie de ses rapports presque aussitôt  
« après le dépôt officiel de la loi de finances  
« et par suite le Sénat pourrait, sans perte  
« de temps et commencer la discussion.

« Chaque ministre me adressera un  
« autre, deux expéditions d'une note explica-  
« tive des motifs pour lesquels il désirerait



25  
" le maintien de certains crédits non alloués par la  
" Chambre des Représentés.  
" L'une des expéditions de cette note serait remise  
" par mes soins à la commission du Trésor, au  
" même temps que l'état susmentionné. L'autre  
" m'en servirait à rédiger le nouvel exposé des  
" motifs qui devra accompagner le dépôt au Sénat  
" du projet de loi du budget.  
" Je vous serai obligé de me faire connaître  
" d'urgence, les observations que vous suggérerez  
" à la présente communication."

Agré, etc etc

Le ministre des Finances.

Signé: Léon Say.

La seconde lettre de M. le Ministre des Finances  
est ainsi conçue:

" Monsieur le président de la Commission, suivant  
" la marche indiquée dans ma lettre du 28 octobre  
" dernier, relativement au mode de présentation au  
" Sénat, du budget de 1877, j'ai l'honneur de vous  
" remettre ci-joint, en ce qui concerne les deux sections  
" du ministère de l'instruction publique trente exemplaires  
" de l'état présentant la comparaison des crédits  
" votés par la Chambre des Représentés avec la propo-  
" sition du Gouvernement."

" Cette comparaison a fait ressortir aucune  
" différence, le Gouvernement ayant accepté les  
" augmentations et les diminutions de crédits opérées  
" par la Chambre des Représentés."

Agré, etc etc.

Le ministre des Finances.

Signé: Léon Say.

La Commission adopte la marche proposée par M.  
le Ministre des Finances. Il en sera donné avis  
à M. le ministre.

Le secrétaire de la Commission  
Leray



Séance du jeudi 9 novembre 1876.

Présidence de M. Payer - Quertier.

La séance est ouverte à Deux heures  $\frac{1}{2}$ .

M<sup>r</sup> Bernard fait une observation sur le procès verbal. Il n'accepte pas cette phrase : « la commission adopte la marche proposée par M. le Ministre des Finances. » Il craint que la commission ne soit engagée par cette adhésion trop complète. Il serait peut-être prudent d'introduire dans le procès-verbal une phrase, un mot qui laissât voir que la commission entend réserver la discussion de la question de principe.

M<sup>r</sup> Caillaux. Le procès-verbal n'engage pas la commission. Il n'y a pas eu de résure au sujet de la marche proposée par M. le Ministre. La discussion de la question de principe viendra s'il y a lieu - lorsque on étudiera le budget.

M<sup>r</sup> Lambert de St Croix partage l'avis de M. Caillaux.

Le procès-verbal est adopté.

M. Anel donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment voté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 1, 284, 815 fr. B<sup>e</sup> au chapitre XXVII du budget du ministère de l'intérieur (exercice 1876. Secours aux émigrations politiques).

Après quelques observations présentées par M. A. Ducloux, Anel, Lambert de St Croix et Bocher, le rapport

+ La commission n'ayant rien à proposer, +

M. Anel à prendre des avis. M. Cordier donne lecture d'un rapport sur un projet de loi, précédemment voté par la Chambre des Députés, de l'Intérieur sur les réquisitions tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'exercice 1876, un crédit extraordinaire de 60,000 fr. pour étudier les moyens de résister au phylloxera.



98  
Le rapport est adopté.

M<sup>r</sup> Duchesne donne lecture d'un rapport sur un projet de loi précédemment voté par la chambre des députés, portant ouverture à divers ministères de crédits supplémentaires sur l'exercice 1876 et sur exercices clos et périmés. —

Le rapport est adopté.

Le secrétaire de la Commission,

M. de G. S. P.

Séance du Jeudi 16 novembre.

Présidence de M. M. Caillaux  
et Pouyer-Quertier.

M. Sandier donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté, après quelques modifications.

M. le baron Seguey présente une observation au sujet des états du budget remis à la commission par le ministre des finances. Les états sont incomplets. Ils ne donnent pas le détail, par chapitres, des augmentations et des diminutions.

M. Caillaux répond que ce n'est pas à la Commission à demander au ministre le détail des états, mais bien aux sous-commissions qui étudient le budget qui les concerne, et en préparent le rapport.

M. Gouin croit qu'il serait utile de savoir, dès à présent, si la commission doit prendre pour bon de ses travaux relatifs au budget, les propositions primitives du Gouvernement, ou simplement les crédits votés par la chambre des députés? Il serait préférable, en ce qui concerne par exemple le budget du ministère de la guerre, de prendre pour bon les propositions



Du ministre.

M. de Montgolfier. La liberté de la Commission doit être complète : nous avons le droit d'examiner les projets primitifs :

M. Suet ne voit pas que ce mode de procéder puisse être adopté : on paraît trop oublier qu'il y a une Chambre qui étudie et vote les lois de finances avant le Sénat : ce sont ces lois votées par la Chambre des Députés que nous devons prendre pour base de nos travaux :

M. Caillaux. Nous ne pourrions être saisis - cela est évident - des lois de finances qu'après qu'elles ont été votées par la Chambre. Tout le monde est d'accord sur ce principe. La seule question qui se présente comme n'étant pas résolue, c'est de savoir si nous avons le droit d'amender les lois de finances votées par la Chambre :

M. Feray pense que si la Commission veut sérieusement étudier le budget et produire ensuite devant le Sénat une opinion éclairée, il faut se reporter aux propositions primitives du Gouvernement.

M. Souyer. Qu'aurait-on lu dans la Commission de deux lettres qu'il a reçues, l'une de M. le ministre de la Marine, l'autre de M. le ministre des Finances. Il résume la dernière de ces lettres que la Commission se trouve saisie d'une loi votée par la Chambre des Députés et que le Gouvernement voudrait faire amender par le Sénat. Il paraît rationnel de transmettre aux sous-commissaires les lois dans l'état où elles nous sont remises par le Gouvernement.

M. Suet. aux termes de l'art. 3 de la Constitution, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des Députés et votées par elle : cela veut dire



29  
il s'ensuit que le Sénat ne doit prendre que  
les lois votées par la Chambre et telles qu'elles  
ont été votées, et non pour prendre pour bon ou  
les travaux les projets primitifs du Gouvernement.  
Tout autre marche serait inconstitutionnelle.  
Si le Sénat a le droit de maintenir des prio-  
rités, la Chambre aussi a le droit de  
maintenir les siennes. Il serait prudent de  
prendre une mesure qui permet au Sénat  
d'éviter un conflit. Ne pourrions-nous pas,  
pour arriver à une entente, constituer de  
présent, une commission interparlementaire?  
M. Lucet, après avoir supposé un conflit  
entre le Sénat et la Chambre des députés,  
croit que la décision de la Chambre, persistant  
dans son premier vote, doit être souveraine.

M. Bocher. Le Sénat a-t-il, oui ou  
non, le droit d'amender les lois votées  
par la Chambre des députés? S'il a  
ce droit, il doit l'exercer.

M. Lucet. Désire, avant tout, éviter tout  
ce qui pourrait ressembler à un conflit.  
Pour le prévenir, il serait peut-être  
bon de constituer la Chambre des députés.

M. Caillaux. Personne ne nie le  
droit de priorité qu'a la Chambre des  
députés en matière de loi de finança.  
Quant à l'hypothèse d'un conflit, il  
faut l'écarter. Il ne s'en produira  
certainement pas, et s'en produirait-il  
que la transaction serait facile. Il faut  
attendre, en tout cas, pour rouvrir la commission  
interparlementaire dont parle M. Lucet,  
qu'un conflit se produise. Quant au droit  
du Sénat, il ne peut pas être moindre que  
celui de la Chambre des députés.

M. Amel croit que si l'art. 8 devait  
être compris comme l'explique M. Lucet,  
l'Assemblée nationale ne l'aurait pas adopté.



C'est-à-dire que si, lors de la discussion de cet article, un ou plusieurs membres avaient proposé que les pouvoirs de la Chambre des Représentés, en matière financière, fussent plus étendus que ceux du Sénat, une telle proposition aurait certainement été repoussée.

M. le Président renvoie aux Sous-Commissions les projets tels qu'ils ont été transmis par le Gouvernement, étant bien entendu que les Sous-Commissions conserveront une indépendance absolue pour leurs travaux.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,

Vander

Séance du jeudi 7 Décembre 1876.

Président M. Puget Quartier

M. Vander donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté après quelques observations présentées par M. Lucet, au sujet des paroles qu'il a prononcées à la dernière séance. L'opinion de M. Lucet a été plus modérée que celle qui est exprimée au procès-verbal.

M. le Président La commission se trouvant saisie du budget des dépenses de tous les Ministères, il serait désirable de savoir de quelle façon la commission entend diriger ses travaux.

M. Bocher ne croit pas qu'il soit possible au Sénat de voter le budget, même en y mettant la plus grande célérité et en écartant toutes les difficultés qui pourraient se produire.

M. le Président Le Sénat va être saisi aujourd'hui même du budget des dépenses. La commission va donc se



trouver en mesure de décider définitivement ce qu'elle adopte comme dépenses.  
Reste la question de savoir si nous devons examiner le budget des dépenses  
sans celui des recettes. C'est là que se trouve la difficulté.

M. Bocher demande seulement à la commission si elle veut avoir le  
temps matériel d'arriver à un résultat quelconque.

M. Gouin répond que les sous-commissions doivent se mettre en  
marche l'acharner leurs rapports le plus vite possible. Pour le Ministère de la  
Guerre, par exemple, on pourra examiner le rapport à la prochaine séance  
de la commission, le dépense lundi et le discuter jeudi. Il en sera  
ainsi successivement de tous les Ministères.

M. Bocher craint que le temps venant à manquer, il ne soit pas  
possible à la commission et au Sénat de faire une œuvre sérieuse.

M. Pouyer-Quertier. Il n'est pas possible de mesurer le temps  
d'avance. Si le Sénat met dans ses discussions sur le budget plus de  
temps que nous ne prenons, il peut se faire que nous ne puissions voter  
le budget des recettes. Quant au budget des dépenses nous le voterons  
probablement. La commission hâtera le plus possible ses travaux, elle  
fera, en un mot, ce qu'elle pourra.

M. Coubau. Si on apporte des modifications au budget des dépenses,  
il est à craindre quelque rapidité que mette d'ailleurs la commission  
dans l'examen des lois de finances, il est à craindre que le Sénat ne  
puisse voter tout le budget. Nous nous trouverions alors dans la  
nécessité de voter des dispositions provisoires, ce qui est un expédient détestable,  
et le budget de 1887 restant ainsi en suspens. Il y a donc là une grave  
question.

Les derniers votes de la Chambre des Députés paraissent qu'en supprimant  
certains crédits, elle a eu l'intention de supprimer l'institution même à  
laquelle ils étaient affectés. Il y a là un extrême danger et le Sénat  
doit maintenir tous ses droits.

M. Batbie. Il y aurait de grands inconvénients à abandonner  
l'examen par le Sénat de la loi des Finances. C'est surtout pour la première  
année que cet inconvénient serait grave; il y aurait un précédent dont on  
pourrait se prévaloir pendant les années qui suivent. Aucune disposition  
n'oblige la Chambre des Députés à une époque déterminée et les retards de  
cette année peuvent se reproduire chaque année. Je crois donc que nous  
devons procéder à l'examen de la loi des Finances et discuter les amendements.

Mais il importe de punir nos travaux. Si nous n'y apportons pas autant  
de zèle qu'il est possible, on nous rendrait responsables de la mesure des dispositions  
provisoires, et il ne faut pas que nous allions au devant de cette responsabilité.



Les ~~autres~~ Employés le mois de Décembre jusqu'au dernier jour, ne  
serait-ce que pour diminuer autant que possible le nombre des  
Douzièmes provisoires.

M. Bocher. En présence du temps si court qui nous est accordé  
pour voter le budget, ne vaudrait-il pas mieux l'accepter tel qu'il  
est, sauf à offrir les Droits du Sénat.

M. Anet ignore-t-il est possible de voter les Deux budgets d'ici  
au 31 décembre. Ce qui le préoccupe surtout, c'est de voir peut-être  
apporter trop de précipitation dans les travaux de la commission.  
Il ne pourrait pas voter un budget provisoire en laissant les  
Droits du Sénat. Ce serait une sorte d'abdication. Il faut agir  
absolument comme si nous comptions arriver au temps utile, enfin,  
si la chose devient indispensable, nous voterons une Douzième  
provisoire.

M. Barthe. Je fais observer que si nous adoptons le budget  
tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés, les services dont les  
traitements ont été supprimés, seront interrompus. Les crédits votés  
dans le budget de 1878 n'empêcheront pas l'interruption d'une année,  
et le crédit supplémentaire n'empêcherait pas l'interruption temporaire  
pendant un ou plusieurs mois.

M. le Président. La commission mettra dans ses travaux  
toute la célérité possible. Toutes les réserves qui doivent être faites  
seront maintenues dans leur intégrité. Mais, en présence de  
l'insuffisance du temps ne vaudrait-il pas mieux voter le budget  
en bloc? Tout le monde sait que le Sénat n'est saisi que  
d'aujourd'hui du budget des Dépenses, et si nous nous trouvons  
dans la nécessité absolue de voter des Douzièmes provisoires, la responsabi-  
lité de cette mesure estime devra retomber naturellement sur la  
Chambre des Députés qui aurait dû terminer son vote depuis long-  
temps. La Commission et le Sénat sont à l'abri de toute attaque.

M. Vandier. On ne peut pas abandonner les prérogatives du  
Sénat. Si le Sénat fait des concessions pour le budget de 1877, cela  
vient un précédent fâcheux qui pourrait porter atteinte aux Droits du  
Sénat. Le Douzième provisoire est le moindre danger.

La séance est levée à 3<sup>h</sup> 1/4.

Le Secrétaire de la Commission,

Vandier



33

Séance du vendredi 8 Décembre 1876.

Présidence de M. Puyet Lamoignon

La séance est ouverte à 8<sup>h</sup> 1/4

M. l'Orateur donne lecture des procès-verbal de la précédente séance qui est adopté, après quelques modifications.

M. le Président donne lecture à la commission de l'exposé des motifs du projet de loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1877.

M. le Président appelle l'attention de la Commission sur les deux derniers paragraphes de l'exposé des motifs.

Il résulte du premier paragraphe que malgré l'opposition du gouvernement au la commission du budget de la chambre des députés, au sujet de la plupart des modifications qui ont été faites, il a été pris certaines résolutions que le gouvernement a combattues, dans la crainte que les réductions qui en étaient la conséquence, ne vinssent entraver les fonctions <sup>normales</sup> des services publics. Le gouvernement, dans le dernier paragraphe, pense cependant que ces réductions doivent être maintenues, en l'époque avancée, sauf à revenir sur les demandes primitives, par voie <sup>de demandes</sup> de crédits supplémentaires.

Nous devons, ajoute M. le Président, hâter nos travaux le plus possible, et examiner, comme nous nous le proposons, chaque budget du ministère, à mesure que le rapport sera terminé. Si on propose des amendements, nous les discuterons. Car le droit d'amendement subsiste toujours, malgré l'exposé des motifs du gouvernement. ~~Malgré les conclusions des rapports.~~

M. Carllaux demande la lecture des rapports qui sont prêts, aucun amendement ne peut être proposé avant la séance de jeudi.

M. le Baron Le Guay. L'exposé des motifs paraît supposer que le Sénat est appelé à voter le budget des dépenses, tel qu'il a été voté par la chambre des députés. Il y a là une question très-grave. La suppression de certains crédits porte, en effet, directement sur l'institution à laquelle ils sont affectés. Que décidera-t-on à l'égard des fonctionnaires qu'on aura voulu supprimer, on supprimant les crédits affectés à leurs fonctions, mais qui cependant les auront conservés ? Ils ont pu supposer qu'on réindiquerait sur les votes de la chambre par voie d'amendement.

M. le Président croit qu'il faut avant tout hâter les travaux.



De la Commission, et passer à la lecture des rapports qui sont prêts, tout en maintenant les Droits du Sénat.

M. Lambert de St Croix. M. le ministre des Finances, par la lettre qu'il adresse à la commission, reconnaît au Sénat le Droit d'amender les lois votées par la Chambre des Députés. Aujourd'hui le gouvernement s'engage complètement sa mission de procéder. Il demande au Sénat d'enregistrer purement et simplement la loi du budget des dépenses votée par la Chambre. Cela est grave, et la question qui se dégage de tout cela me semble être, avant tout, une question de politique. Nous voulons, je crois, maintenir les Droits du Sénat. Pour cela, nous devons faire notre devoir, sans nous préoccuper de l'époque avancée. Nous avons le Droit d'amender la loi, et la modifier. Il serait, je crois, intéressant de connaître l'opinion du gouvernement, car enfin il semble nous demander en quelque sorte, l'abandon de nos Droits, dont il ne parle pas et qu'il n'entend d'aucune sauvegarde dans l'exposé des motifs.

M. le Président. Nos Droits sont maintenus intégralement. Quant à la question des crédits supplémentaires, elle sera résolue par la commission.

M. de Montgolfier. M. Féray a rédigé son rapport sur le budget du Ministère de la Guerre, en le basant sur la marche indiquée précédemment à la Commission par M. le Ministre de la Guerre et des Finances. Le rapport n'est donc pas fait selon le vœu exprimé par le gouvernement.

M. Lambert de St Croix. Maintenez notre Droit. Le changement qui s'est opéré dans la marche que nous a précédemment proposée le gouvernement s'explique parfaitement. C'est une question de confiance qu'on nous pose.

M. Sauter. Ce n'est pas une question de confiance pour le cabinet actuel qui n'existe plus. Ce ne peut être non plus une question de confiance pour le futur Ministère, car nous ne pouvons accorder <sup>notre</sup> confiance à un ministère que nous ne connaissons pas. La commission a décidé, hier, qu'elle passerait à la discussion du budget, sans se préoccuper des éventualités qui peuvent se produire. Je demande donc la lecture des rapports qui sont prêts. Nous devons travailler le plus possible, sans nous arrêter sans cesse, à discuter les mêmes questions.

M. Caillaux. Nous ne pouvons cependant nous désintéresser



complètement de la situation que crée au Sénat l'exposé des motifs.  
Nous nous trouvons en face de plusieurs dangers. Il serait bon  
d'entendre M. le Ministre des Finances qui nous dirait de quelle façon  
il comprend que les Droits du Sénat soient sauvegardés. Si M. le Ministre  
nous donne des garanties suffisantes, j'accepterai, pour ma part, une  
transaction. Mais je ne puis admettre que la Chambre des Députés  
se serve du budget pour abroger une loi, comme elle a voulu le faire,  
notamment pour les annuaires militaires et les sous-préfets de Seine  
et de St Denis. Je demande donc que M. le Ministre des Finances  
donne à la Commission des explications.

M. Delsol. La chambre des Députés ne peut abroger une loi  
au moyen du budget. Car une loi ne peut être abrogée qu'en vertu  
d'une autre loi. Il faut, pour cela, le concours des deux Chambres.  
Quant à la question de confiance dont a parlé M. de St Croix,  
M. Delsol ne croit pas qu'un cabinet puisse poser la question de  
confiance, à l'occasion du budget.

Il est entendu que M. le Ministre des Finances sera entendu à la  
prochaine séance de la commission.

M. Ferry donne lecture à la commission de son rapport sur le  
budget du ministère de la Guerre.

M. Larnbert de St Croix, Delsol, Le Guay, de Montgoffier,  
proposent d'introduire dans le rapport de M. Ferry quelques modifi-  
cations, notamment en ce qui concerne la gendarmerie et les annuaires  
militaires.

M. de La Fayette. De ce que la chambre ne vote pas certains  
crédits, il ne s'ensuit pas absolument que l'institution à laquelle  
ces crédits sont affectés, soit détruite. La loi n'est pas abrogée.  
Elle reste en suspens. Une commission ne peut proposer des

réductions dans un but d'économie, elle peut diminuer une  
partie du personnel d'un service, sans, pour cela, détruire le service même.

M. Rouland. La loi est une, indéfectible voilà le  
principe. Si vous la scindez elle ne pourra plus fonctionner. Il  
est évident qu'en supprimant le traitement de certains fonctionnaires,  
vous les mettez, par là, dans l'impossibilité de continuer leurs fonc-  
tions, partant, vous anéantissez la loi qui les a institués.

Il n'est donc pas douteux qu'en supprimant le crédit affecté aux  
annuaires, la chambre n'ait eu l'intention de détruire la loi  
même.

M. Ancel. Nous sommes tous d'accord sur ce point, à savoir



qu'une commission peut parfaitement proposer des Édicts.  
La loi De Finances assure l'exécution des autres lois. On  
ne peut reconnaître à la Chambre le droit d'abroger ainsi les lois,  
à son gré, en supprimant des crédits. Aujourd'hui ce sont  
les annuaires, Demain ce sont les sous-préfets De Iccaux et  
de St Denis. La loi n'est pas suspendue ainsi que la  
pétendait M. de la Fayette. Une loi ne peut être suspendue.  
Elle est ou elle n'est pas.

M. Barcel propose à la commission d'adopter les  
conclusions du rapport de M. Feray sur les armées  
militaires.

M. Delsol. M. de la Fayette prétend que la loi n'est  
pas supprimée quand on refuse le crédit nécessaire à son fonctionne-  
ment régulier. La loi se trouve ainsi suspendue dans son exécu-  
tion et la suspension d'une loi équivaut à une abrogation.

La commission approuve le rapport de M. Feray, mais elle  
décide qu'elle ne l'adoptera dans son ensemble qu'après  
avoir entendu M. le Ministre.

M. Lambert de St<sup>e</sup> Croix donne lecture à la Commission  
de son rapport sur le budget du Ministère Des affaires étrangères  
qui est approuvé après quelques modifications.

M. Cordier donne lecture de la première partie de son  
rapport sur le budget du Ministère de l'Agriculture. La  
lecture de la seconde partie est remise à lundi.

La commission décide qu'elle se réunira samedi  
9 Xbre à 2h.

La séance est levée à 6h

Le secrétaire de la Commission,

*Handry*



24

Séance du Samedi 9 Décembre 1876

Présidence de M. Pouyer Lortier

La séance est ouverte à 2<sup>h</sup>

M. Sandier donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. le Président: Messieurs, J'ai très bon espoir me charger de faire le procès-verbal de ce qui s'est passé chez M. le Ministre des Finances le samedi 9 Décembre dernier.

Toute la commission avait été convoquée chez M. le Ministre pour 11<sup>h</sup><sup>1</sup>/<sub>2</sub> du matin. Deux membres s'étaient excusés M. M. Loubet et Bernard. Le Président a exposé à M. le Ministre des Finances que la commission des finances du Sénat avait de poursuivre ses études, son examen du budget des dépenses dans la séance du Sénat du 7<sup>h</sup> avant besoin de quelques éclaircissements.

A la suite de la lettre du 28 8<sup>h</sup> de M. le Ministre des Finances la commission avait reçu communication du budget des dépenses des différents ministères au fur et à mesure de son vote par la Chambre des Députés.

La réserve avait été faite par la lettre du Ministre de demander au Sénat le maintien de certains crédits proposés dans le projet de budget primitif et qui avaient été repoussés par la Chambre, ou bien l'établissement de certains crédits repoussés par elle.

Le texte de l'exposé du budget des dépenses déposé au Sénat ne maintient plus ces réserves et demandait au contraire que vers l'époque avancée de l'année le budget soit accepté par le Sénat tel qu'il avait été voté par la Chambre.

Le Ministre se réservait seulement le droit de saisir <sup>(en Chambre)</sup> le Sénat de demandes de crédits supplémentaires si les besoins de différents services l'exigeaient.

Le Président a exposé à M. le Ministre des Finances que le projet de budget définitif des dépenses déposé au Sénat modifiait complètement le sens et l'esprit de la lettre qu'il avait adressée à la Commission le 28 8<sup>h</sup> dernier et qui avait été confirmée par les lettres qui accompagnaient le renvoi successif des différents ministères votés par la Chambre.



Dans sa lettre en effet le droit de <sup>modifier</sup> ~~supprimer~~ ou de rétablir certains  
crédits était <sup>affirmé</sup> ~~maintenu~~ par le gouvernement et 2. plus le  
maintien de certains crédits rejetés par la Chambre était demandé  
au Sénat.

La commission désirant entrer dans les vues du Ministre pour  
hâter la discussion du budget pour laquelle l'époque avancée  
de l'année ne nous laissait aucun délai, s'est occupée des  
propositions du gouvernement pour faire ses rapports.

C'est ainsi que pour le budget de la guerre la commission  
demande tout en attendant le suffrage du projet de budget  
permis à rétablir les crédits nécessaires pour maintenir durant  
la loi l'organisation des armées militaires (etc etc.)

La commission ne peut accepter que par une loi de finances  
une institution créée par une loi spéciale soit supprimée.  
Les armées militaires existent en vertu d'une loi, pour  
il faut une nouvelle ~~loi~~ pour abroger une loi en vigueur et  
pour permettre de supprimer un crédit le <sup>amortissant</sup> fonctionnement ~~de~~  
~~de la loi~~ ~~elle-même~~

Il en sera de même de plusieurs crédits pour d'autres ministères.

Le Ministre a répondu qu'il n'avait rien à dire contre l'interprétation  
de la loi donnée par la Commission du budget et  
que c'était sous cette inspiration et d'accord avec le Ministre  
de la guerre qu'il avait demandé dans sa lettre le  
rétablissement des crédits concernant les armées militaires  
et les armées de la flotte. Cependant il avait reconnu avec ses  
collègues par suite des modifications faites par la Chambre  
au Budget des Cultes et à différents autres budgets. Il valait  
mieux en l'époque d'adoption ou le vote Budget devant  
avoir lieu accepter sous toutes les réserves faites dans l'exposé  
des motifs pour cette année seulement le budget voté par  
la Chambre.

Il demandait surtout que si le Sénat devait faire naître  
la question de principes pour faire ses réserves, il choisit un  
terrain moins délicat que celui indiqué par les Ministères  
de la Marine et de la guerre et soit par exemple, l'occasion  
d'une demande de crédits supplémentaires.

Un de nos collègues fit observer au Ministre que pour les  
crédits supplémentaires dont pourrait être saisie la Chambre



9  
si la Chambre les rejetait, le Sénat n'aurait pas eu à délibérer; que  
d'ailleurs ce n'était pas faire un budget que de laisser supprimer des  
crédits qu'on savait d'avance indispensables à la marche des services  
publics. Que ces crédits supplémentaires eussent été réservés pour les  
circonstances accidentelles fortuites, que ne pourraient pas être prévues  
par le budget.

M. De nos autres collègues posa au Ministre la question de savoir  
si dans le cas où la commission du Sénat accepterait les crédits  
dont le maintien avait été demandé par les Ministres de la Guerre  
et de la Marine, le gouvernement combattrait ou accepterait  
le maintien ou le rétablissement des crédits demandés. M. le  
Ministre répondit que sur ce point il ne pouvait prendre  
l'engagement sans consulter <sup>le conseil</sup> ses collègues, sans consulter le gouver-  
nement. Plusieurs de nos collègues ont insisté près du Ministre  
pour lui faire voir que la commission ne pourrait accepter la situation  
qui serait faite au Sénat s'il acceptait les suppressions de crédits qui  
entraîneraient l'abrogation de lois existantes, mais M. le Ministre  
tout en respectant les scrupules et les courtoisies de nos collègues, ne  
put qu'inviter la commission à faire ses réserves sur une question  
plus secondaire que celle des annuities militaires ou de la Marine.  
La seule raison qui a fait supprimer au gouvernement pour  
les deux ministères de la Guerre ou de la Marine, les demandes  
faites dans le principe par les deux ministères, c'est qu'il est  
alors indispensable de demander des rétablissements de crédits pour  
d'autres ministères qui auraient été certainement repoussés par  
la chambre.

M. le Président. Je propose à la commission d'entendre  
la lecture du rapport de M. Vandier sur le budget du Ministère de  
la Marine.

M. Delol demande à M. Vandier si son rapport mentionne le  
rétablissement des crédits supprimés par la Chambre des Députés.

M. Vandier. Il y a un nouveau projet de loi proposé récem-  
ment par M. le Ministre de la Marine portant augmentation  
du budget de M<sup>r</sup>.

M. Lambert de St Croix. Ainsi la demande indignée adressée  
à la commission par M. le Ministre des Finances est abandonnée.  
On sait la chambre avec son vote qui cependant est définitif d'un  
nouveau projet acceptant le budget voté par elle.



C'est la négation des Droits du Sénat.

M. Roche. Nous sommes saisis du budget des dépenses générales - une loi que la Chambre ne peut plus modifier quant à présent. Il appartient au Sénat seul qui en est saisi de la modifier en ce moment.

M. Caillaux. Le Dépôt de la loi du budget des dépenses sur le bureau du Sénat sans le budget des recettes constitue une inégalité.

M. Roche. Le gouvernement nous dit dans l'exposé des motifs qu'en vue de hâter le vote définitif du budget général, il a cru devoir diviser en deux projets de lois distinctes le budget des dépenses et celui des recettes.

M. Gouin. La situation qui nous est faite n'est pas claire. D'un côté nous sommes saisis d'un projet de loi sur lequel la Chambre a statué et qui est devenu une loi sur laquelle elle ne peut plus revenir, et d'un autre côté, on demande à la Chambre une augmentation de ce budget.

M. Duclerc. Nous devons voter ce budget comme l'a fait la Chambre des députés tout en réservant nos droits.

M. Vandier. En ce qui concerne le ministère de la Marine un projet rectificatif a été soumis à la Chambre des députés qui l'a repoussé. Nous en sommes saisis aujourd'hui également en tant que projet primitif.

M. Roche. En fait il y a un budget des dépenses voté par la Chambre qui nous a été transmis définitivement.

Devant le vote définitif de ce budget on le rectifie s'il y a lieu; mais les chiffres votés le sont irrévocablement et il n'est pas possible d'y revenir. Si le ministre de la Marine se trouve dépourvu d'un crédit, le Sénat doit rectifier l'erreur et voter le crédit. Il n'est pas admissible que la Chambre des députés puisse voter un budget en deux fois.

M. Duclerc fait remarquer qu'ayant fait un rapport sur un crédit supplémentaire, il reconnaît une erreur de chiffres dans ce crédit voté par la Chambre des députés. Le projet rectifié retournera devant la Chambre des députés qui l'accepta avec la modification. De cet exemple qui appliquait une erreur matérielle de quelques centaines de francs ne peut offrir aucune comparaison avec la question actuelle.



Mr. Lambert de St-Croix Ce n'était la qu'une erreur d'impression.  
Mr. Puyet-Laurier Nous devons rétablir le crédit demandé sans nous préoccuper du projet de loi. Il serait à désirer que Mr. le Ministre de la Marine retirât le projet qu'il a déposé à la Chambre.

Mr. Delsol Ce qui constitue surtout l'irrégularité, c'est que le projet de loi paraît vouloir rectifier le budget. Cela offense les Droits du Sénat.

Mr. Lambert de St-Croix La Chambre ne peut pas accepter le projet dans la forme où il lui est présenté. Le Ministre ne peut demander qu'un crédit supplémentaire. Lorsque le Sénat est saisi du budget de la loi des Dépenses, la Chambre ne peut plus revenir sur son vote. C'est une question constitutionnelle.

Mr. Puyet-Laurier Nous ferons une demande auprès de Mr. le Ministre pour que le projet soit retiré à la Chambre.

Mr. Vandier Donne lecture de son rapport sur le budget du ministère de la Marine. La première partie est adoptée après quelques modifications sur la forme.

La suite de la lecture du rapport est renvoyée à lundi.

La séance est levée à 5 h.

Le secrétaire de la Commission,

Vandier

Séance du lundi 11 X<sup>bre</sup> 1876.

Présidence de Mr. Puyet-Laurier

Mr. Vandier donne lecture du procès verbal de la précédente séance qui est adopté après quelques modifications.

Mr. Cordier continue la lecture de son rapport sur le Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Chapitre X. Conservatoires et écoles des arts et métiers.

Mr. De la Fayette Mr. Cordier exprime dans son rapport le vœu de voir fonder une 4<sup>ème</sup> école des arts et métiers dans un département du Nord-Ouest. Ce vœu est excellent. Les écoles des arts et manufactures du gouvernement sont très appréciées et jouissent absolument de la faveur publique, dont on doit avant tout tenir compte. Il serait donc à souhaiter qu'on en fondât une quatrième.



Mr. le Baron Le Guay ne peut appuyer le vœu émis par Mr. le rapporteur. Il voudrait mieux appeler l'attention du gouvernement sur l'utilité qu'il y aurait à subventionner un certain nombre d'écoles départementales, afin de leur permettre d'élever le niveau de leurs études. On pourrait citer ainsi des résultats analogues à ceux des écoles gouvernementales.

Mr. Cordier. Les Départements font de grands sacrifices pour leurs écoles. Je n'en citerai qu'un, celui de la Seine inférieure, qui possède trois écoles d'enseignement supérieur du commerce et d'industrie. L'industrie Les Départements ont fait ce qu'ils pourraient faire, mais il n'y a que les élèves des écoles gouvernementales qui puissent fournir à l'industrie des jeunes gens réellement capables. Ce qui manque à l'industrie, ce sont les ingénieurs et les ingénieurs nous viennent des écoles du gouvernement.

Mr. le Baron Le Guay. Si, comme le prétend Mr. Cordier, l'industrie manque d'ingénieurs, il faudrait mieux fonder une seconde école centrale, car les écoles des arts et métiers ne fournissent que des contre-maîtres. L'enseignement de ces écoles repose, surtout, sur le travail manuel.

Mr. Cordier répond qu'une école centrale dépasserait le but qu'il se propose. L'industrie se contente parfaitement des jeunes gens qui sortent des écoles des arts et manufactures. Ils ont une instruction très solide, et ils rendent de très grands services.

Mr. le Guay écrit qu'il voudrait mieux formuler un vœu général et dire, par exemple, que la commission émet le vœu que le gouvernement fasse tous ses efforts pour développer et étendre, le plus possible, l'enseignement, soit en créant de nouvelles écoles d'arts et métiers, soit en encourageant celles que les Départements ont déjà fondées.

Mr. Lambert de St. Croix. Pourquoi établir une 4<sup>me</sup> école des arts et métiers dans un Département, comme ceux de la région du Nord, dont les ressources sont si grandes, et qui peuvent faire beaucoup de bien. Il vaudrait mieux, faut-il dire, ne pas indiquer l'endroit où cette école devrait être établie.

Mr. Carlier. Ce qui fait la force des écoles spéciales, c'est le petit nombre d'élèves qui y sont admis, après concours. Ce qui fait le prestige de l'école polytechnique, c'est le nombre restreint des élèves qui y sont admis. Si vous multipliez les écoles des arts et métiers, vous aurez un plus grand nombre d'élèves, mais vous n'aurez plus des sujets aussi distingués.



43  
M. Pouyer Luperrier. On fait une très grande différence, dans nos établissements industriels, entre les élèves qui sortent des écoles départementales et ceux qui sortent des écoles d'arts et métiers. L'instruction de ces derniers est en effet plus complète. Ils sont pourvus de diplômes; enfin ils sont accueillis dans l'industrie avec une faveur marquée.

M. Bocher. La question est importante, puisqu'il s'agit de pourvoir aux besoins de l'industrie. Eût-il mieux ne donner au vote exprimé dans le rapport qu'une forme générale. Le gouvernement apprécierait.

M. Gouin croit, lui aussi, qu'il serait préférable que le gouvernement subventionnât les écoles départementales.

M. Gordier. Vous ne pouvez pas arriver en accordant des subventions aux écoles départementales, à obtenir le résultat que vous obtenez dans les écoles du gouvernement.

Après ces observations, la commission décide que le vote sera exprimé sous une forme plus générale.

#### Chapitre XII Encouragement aux pêches maritimes.

M. Gouin désirerait obtenir des renseignements précis sur cette subvention. Les renseignements lui les a demandés, au nom, lors de la discussion du dernier budget.

M. Arnel répond que cette subvention est accordée aux marins qui se livrent à la pêche. C'est un encouragement qui est bien dû, car la pêche de terre neure et de l'Islande sont, grâce à eux, en pleine prospérité.

M. Bocher est étonné de l'invariabilité de cette subvention.

Il est convenu qu'on demandera des explications sur cette subvention.

#### Article XIII Poids et mesures.

M. de la Fayette croit qu'il serait utile d'apporter un vote tendant à obtenir une mesure uniforme pour les grains.

M. Gouin demande également un système de mesurage uniforme pour les vins.

M. Pouyer Luperrier. Il est certain que notre système de mesurage crée une grande confusion. Il y a en France une trop grande variété de mesures, dont les transactions commerciales avec l'étranger, ont à souffrir. Il serait donc utile de formuler un vote tendant à demander un système de mesurage uniforme pour toute la France.

#### Chapitre XIV Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat. Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.

M. Balbie fait remarquer que la compagnie fermière des eaux de



Vichy fait, Depuis plusieurs années Des travaux importants sur le terrain de l'Etat qui ont motivé de nombreuses plaintes, De la part des riverains. Le Ministre et le Préfet sont intervenus pour obtenir la suspension des travaux sans réussir à se faire obéir.

Mr. Caillaux : Ce que la Commission ne sait pas sans doute, c'est que certains riverains ont fait d'importants travaux pour détourner les sources à leur profit.

Mr. de Montgolfier croit que la société fermière Des eaux De Vichy mérite plus de ménagements; on la traite un peu durement. L'organisation De cette société satisfait d'une manière courtoise l'intérêt général.

La lecture Du rapport de Mr. Cordier est suspendue.

Mr. Caillaux : Un rapport sur le budget des affaires étrangères va être déposé aujourd'hui. Je ne crois pas qu'on Doit discuter les rapports avant le dépôt du budget des recettes. Nous avons admis provisoirement la proposition du gouvernement qui consiste à diviser les deux budgets, mais nous étions en droit d'espérer que le jour où la Discussion Du budget des dépenses viendrait, le budget des recettes serait déposé sur le bureau Du Sénat par le gouvernement.

Mr. de Montgolfier On pourrait déposer les rapports, mais ne les discuter que lorsque le budget des recettes sera déposé.

Mr. de La Fayette ne partage pas l'avis De Mr. de Montgolfier. Les commissions en agissant ainsi sembleraient en quelque sorte vouloir imposer au Sénat une condition. Le Sénat doit seul se prononcer sur ce point.

Il est entendu qu'on déposera les rapports qui sont prêts, sans soulever la question de la Discussion.

La séance est suspendue à 3<sup>h</sup> 20<sup>m</sup> et reprise à 4<sup>h</sup>.

Mr. Cordier continue la lecture De son rapport

Chapitre XVII Secours aux colons De St Domingue, réfugiés De St Pierre et Miquelon et du Canada.

Mr. de Montgolfier et Mr. Cordier pensent qu'il est regrettable qu'on ait retranché Du crédit proposé par le gouvernement 156 000 francs. Cette diminution jette une foule De colons Dans la plus profonde misère. Ils s'attendaient à recevoir comme les années précédentes une subvention qui les faisait vivre. Ils y comptaient et on la leur enlève brusque-



45  
ment. Il a été décidé de procéder avec plus de ménagement.

M. Bocher tout en partageant le sentiment d'humanité de ses collègues croit cependant qu'on doit restreindre le plus possible les questions qui peuvent produire un désaccord entre le Sénat et la Chambre des Députés. Prolonger le crédit primitif, ce serait créer un nouveau conflit.

M. Caillaux L'exposition de 1889 est une vaste entreprise qui doit intéresser la Commission. Il serait peut-être utile à l'occasion de ce budget de demander des renseignements de nature à nous éclairer sur la manière dont cette entreprise est conduite et sur l'emploi des fonds qui ont été votés pour cet objet.

M. Gouin On souleva cette question dans le rapport général.

M. Teray annonce à la commission qu'il a vu M. le Ministre de la Guerre et qu'il résulte de l'instruction qu'il a eu avec lui que le chapitre V concernant l'indemnité de la gendarmerie n'a pas été modifié par la Chambre. Cette indemnité se trouve donc maintenue.

M. Teray propose en conséquence à la Commission de supprimer dans son rapport tout ce qui concerne la gendarmerie.

Quant à la question de savoir si les crédits doivent être votés selon l'exposé des motifs ou la marche indiquée par la lettre du Ministre des Finances du 8 plu. Le Ministre de la Guerre a répondu qu'il ne pourrait promettre sans avoir l'avis de ses collègues, mais que quant à lui, il maintiendrait les usages qu'il avait faits.

M. Pouyer Quertier propose à la Commission avant d'adopter définitivement les termes du rapport de M. Teray d'attendre la réponse du Ministre.

M. Gouin croit qu'il faut attendre que le ministère soit formé car les ministres actuels ne savent pas quelle sera la marche qu'adopteront leurs successeurs.

M. Bastie. Il avait été décidé que nous examinerions le budget dans tous ses détails au risque de revenir devant la Chambre des Députés. Je crois que nous devons persister à suivre cette marche et travailler comme si nous n'acceptions pas la nouvelle marche proposée par le gouvernement.

M. Gouin persiste à croire qu'il vaut mieux attendre que le ministère soit constitué.

M. Lambert de St<sup>e</sup> Croix. Si la proposition de M. Gouin était acceptée, nous ajournerions, par cela même, la discussion du budget. Nous devons, au contraire, nous hâter le plus possible.



M. Gouin. Nous devons déposer les budgets qui ne sont pas  
contestés.

Cette opinion est acceptée par la Commission.

La séance est levée à 5<sup>h</sup>.

Le secrétaire de la Commission,

Vauquelin

Séance du mardi 12 X<sup>bre</sup> 1876

Présidence de M. Puyet-Luettich.

La séance est ouverte à 2<sup>h</sup>  $\frac{1}{2}$

M. Vandier donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

M. Vandier donne lecture des parties de son rapport que la  
Commission lui avait demandé de modifier.

Monsieur le Ministre de la Marine que M. Vandier a vu déclarer  
être prêt à retirer de la Chambre le projet rectificatif du budget de  
la Marine.

Quant aux annuaires de la flotte, M. Vandier pense qu'il  
y aurait un moyen de maintenir les annuaires sans être  
obligés pour cela d'en saisir la Chambre des Députés. Le  
Ministre ayant le droit de se mouvoir dans un chapitre  
pourrait affecter au service des annuaires une somme  
prélée sur une autre article <sup>du chapitre II</sup> du budget. Le chef de la comp-  
tabilité a dit à M. Vandier que le procédé est régulier. Ce  
serait le seul moyen d'éviter de rétablir le crédit supprimé  
par la Chambre des Députés et d'éloigner ainsi la pers-  
pective d'un conflit.

M. Bernard se demande si cet expédient serait bien régulier.  
M. Vandier. Oui puisque le Ministre a le droit de se mou-  
voir dans un chapitre.

M. Balle. Le budget est voté par chapitre. Le Ministre  
a le droit de se mouvoir dans un chapitre et peut prélever  
dans un chapitre certaines sommes pour les reporter sur un  
autre chapitre. Mais à côté de la question légale, il y a la



question de convenance parlementaire.

Mr. Vandier. Cela serait exact si le crédit était voté. Si la Chambre des Députés a le droit de diminuer, le Sénat a le droit d'augmenter.

Mr. Goussier n'admet pas ce procédé. Le Ministre ne peut pas changer la destination d'un article lorsque la Commission et la Chambre se sont prononcées sur son affectation.

Mr. de Montgolfier. Les propositions de Mr. Vandier si elle était acceptée, loin d'éviter un conflit en créerait au contraire un bien plus sérieux encore.

Mr. Rouland. Toute allocation doit être votée par les deux Chambres. Le Ministre sous dit qu'il peut se procurer dans un chapitre soit en sol demandant l'autorisation du Sénat, et sans en solé des deux Chambres et le conflit n'est pas évité.

Mr. Vandier fait remarquer que cette proposition lui est absolument personnelle et que le Ministre de la Marine n'est pas en cause.

Mr. Delol comme Mr. Vandier aurait voulu trouver un moyen d'éviter un conflit, mais il ne croit pas que la proposition de Mr. Vandier puisse le conjurer. Lorsque la Chambre vote un chapitre, elle le fait après examen minutieux de ce chapitre, elle a des données précises sur l'emploi de toutes les sommes. Si nous acceptons la proposition de Mr. Vandier, ce serait en quelque sorte dénaturer un article. Le Sénat ne peut pas modifier le budget sans le concours de l'autre chambre.

Mr. Lambert de St Croix. Si dans le cours de son exercice, un Ministre trouve des modifications sur un article, il a le droit de les appliquer à un autre article. Et s'il trouve le moyen d'appliquer la loi dans le crédit, il doit le faire sous sa responsabilité. Nous nous tenons ici en présence d'un vote de la Chambre. Le Ministre ne peut plus revenir sur son vote acquis en changeant la destination d'un crédit.

Mr. Vandier retire sa proposition.

Mr. Bocher croit qu'il serait bon que Mr. Vandier mit dans son rapport que la Chambre ayant voté le budget des dépenses, ne pourrait plus régulièrement être saisie du projet rectificatif déposé le 22<sup>ème</sup>.

Mr. Lambert de St Croix. Cela est en effet très grave. La voie dans laquelle on était entré n'était autre chose que la disposition évidente des droits du Sénat. Au lieu de s'adresser au Sénat en lui demandant de modifier la loi votée par la Chambre, on s'adressait à la Chambre et on la saisissait du projet rectificatif. C'était la négation de nos droits et nous avons la occasion de les affirmer.



Mr. Vandier tiendra compte dans son rapport de ces observations  
Service Colonial

Chapitre XVIII. Subventions au service local des Colonies.

Mr. le Rapporteur appelle l'attention de la Commission sur ce chapitre qui a donné lieu à de grandes discussions à la Chambre des Députés.

Le Directeur des Colonies a été violemment et injustement attaqué au sujet d'une subvention accordée à l'île de Mayotte pour des travaux d'assainissement. On prétendait que ces travaux avaient été faits par la Compagnie du Commerce qui en aurait été informée la première et on ajoutait que ces travaux avaient été exécutés non pas dans un intérêt général, mais dans l'intérêt unique de la société du Commerce. Tout cela est absolument faux et les documents que Mr. Vandier a entre les mains détruisent ces accusations.

Mr. Bernard propose d'inviter Mr. le Directeur des Colonies à venir donner des explications à la Commission.

Mr. Lambert de St Croix estime qu'en faisant venir le Directeur des Colonies devant la Commission, ce serait le mettre de nouveau en cause et la Commission voudrait ainsi vouloir s'engager en tribunal.

Mr. Delboul est d'avis qu'il faut cependant s'éclairer sur cette question, elle peut être soulevée à la tribune, et il faut qu'on puisse répondre en connaissance de cause.

Mr. Bocher. La discussion qui a eu lieu à la Chambre à ce sujet a porté surtout sur le Directeur des Colonies. C'était une question de personne. Est-il nécessaire d'attirer encore l'attention du public sur une question délicate.

Il est convenu que Mr. le Président et Mr. Vandier feront une démarche auprès de Mr. le Directeur des Colonies et lui demanderont tous les renseignements de nature à éclairer la Commission.

Le rapport de Mr. Vandier est approuvé sous cette réserve.

La séance est levée à 5  $\frac{1}{4}$ .

Le secrétaire de la Commission,

Vandier



49

Seance Du Mercredi 13 xbre 1876 =

Présidence de M. Souyer, questeur.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. Vandon donne lecture à la commission du prov. verbal de la précédente séance :

M. Patbie donne lecture de son rapport sur le ministère de l'instruction publique :

A propos du Chapitre I<sup>er</sup> dans lequel on propose des augmentations pour tous les fonctionnaires du ministère de l'instruction publique, M. Lambert de St. Croix, fait observer que ces augmentations de traitement surement complèteront l'équilibre que le budget général de l'état avait établi entre tous les fonctionnaires et que, notamment les augmentations proposées pour les inspecteurs d'académie paraissent exagérées.

M. Pauland fait observer qu'il est nécessaire de favoriser l'inspection et d'élever, autant que possible, la situation de cet ordre de fonctionnaires, en raison de l'importance de leurs attributions. Cet professeur qui sert en excellent inspecteur d'académie ne veut pas accepter ces fonctions, à cause de la faiblesse du traitement.

M. Patbie ne conteste pas la difficulté qui peut se présenter, à un moment donné, pour le recrutement de l'inspection, mais il y a un autre danger qu'il faut éviter, c'est de détourner de la carrière du professorat, et avoir donc une force trop grande à l'inspection, du homme plus apte à faire de la science que de l'administration. - Il y a donc une mesure à garder.

M. le Baron de Guay approuve les observations de M. Pauland. L'inspecteur d'académie exerce un contrôle sur les lycées. Il est en rapport avec les membres du conseil général, les maires. Sa position ne saurait être trop élevée, dans l'intérêt du service.

M. Patbie répond qu'en général l'inspecteur d'académie s'occupe peu des lycées. Son attention est sur les autres



absorbés par l'instruction primaire - les professeurs, ecclésiastiques et provinciaux sont la véritable armée de l'instruction publique; il faut éviter de l'affaiblir, en encourageant ces hommes d'étude qui la composent à passer dans l'inspection.

On pourrait, tout en approuvant en principe, les motifs qui ont engagé le ministre à proposer une augmentation des traitements de inspection, indiquer nettement qu'il ne faut pas aller plus loin dans cette voie.

La commission donne son assentiment à cette manière d'envisager la question.

M. le Marquis de Guay demande pourquoi l'inspecteur de Versailles toucherait un traitement égal aux inspecteurs de la Seine?

M. Batbie lui répond que l'assimilation a toujours existé: le lycée de Versailles est le seul qui concoure avec les lycées de Paris. Il serait difficile de revenir sur une situation acquise depuis si longtemps.

M. Batbie continue la lecture de son rapport. Les chapitres II, III, IV, V et VI ne donnent lieu à aucune observation.

Chapitre VII. Facultés. M. Batbie propose, d'accord avec le ministre, de rétablir le droit de 4000 fr. supprimé pour les facultés de théologie.

M. de Lafayette demande au rapporteur de donner des explications sur les motifs de ce rétablissement.

M. Lambert de St. Croix estime qu'il y a grand intérêt pour l'état à conserver un enseignement de théologie qui soit en dehors de celui qui sera donné par les facultés libres. Mais les chaires de l'état, les questions si délicates de rapports de l'Eglise avec l'état seront toujours traitées d'une manière plus libérale. Il faudrait peut-être, dans le rapport, ne pas s'étendre autant sur l'argument relatif aux libertés gallicanes qui a été mis en avant pour justifier la suppression de la faculté de théologie.

M. Rouland appuie la manière de voir de M. Lambert de St. Croix.



51  
M. Babbie donnera dans son rapport motifs de  
développement aux griefs qui ont été invoqués à la  
Chambre des Représentés contre l'enseignement théolo-  
gique, et sur l'observation présentée par M<sup>rs</sup> Bocher  
et Mordier, il fera ressortir d'une manière bien nette  
l'erreur qui a été commise au sujet des élèves libres  
ou autres qui suivent les cours de la faculté de Rouen.  
Chapitre XV - Langues orientales.

Une augmentation de crédit a été votée par la Chambre  
à ce propos, M. Lambert de St. Croix fait remarquer  
que, pendant qu'on proposait cette augmentation  
au budget de l'instruction publique, on diminuait  
le crédit affecté aux langues orientales au ministère  
des affaires étrangères. Les deux institutions marchent  
à rebroussement ensemble : l'anomalie est choquante.

Chapitre XXVII - Publications relatives à l'histoire  
de France.

Une augmentation a été votée par la Chambre des  
Représentés.

M. M. Rouland, Bocher et Goussier font  
observer que cette augmentation n'est pas justifiée.  
Il y a véritablement un abus de augmentations  
de crédit et l'indice d'un parti pris.

M. Babbie croit que le crédit voté pourra  
être utilement dépensé ; des publications importantes  
sont en retard ; néanmoins si la question était autre,  
il ne proposerait pas d'augmenter le crédit au lieu  
de 120 000 francs qui lui paraît devoir répondre à l'ex-  
trême besoin. Mais si la sous-commission, dans  
l'examen qu'elle a fait du budget de l'instruction  
publique, n'a pas proposé de réserver sur cette  
augmentation, ainsi que sur beaucoup d'autres  
qui sont encore moins justifiées, c'est qu'elle  
a craint d'engager le Sénat dans un vote  
qui ne serait pas politique. La Chambre ayant  
voté richement le ministère de l'instruction publique,  
si les crédits avaient été réduits par le Sénat, on  
ne manquerait pas de dire dans le pays que nous  
nous opposons à l'instruction populaire et que



développement de la science. C'est la seule considération  
qui ait empêché la sous-Commission de proposer  
des réductions, non-seulement sur le Chapitre  
actuel, mais encore sur ceux qui viennent d'être  
examinés.

M. M. Duclerc et de Guay pensent que  
si l'ancien crédit était suffisant, il faut  
nettement le dire et proposer la suppression  
et l'augmentation de 20000 fr. votée par la  
Chambre.

M. Lambert de St Croix rappelle les  
explications qui viennent d'être données par M.  
Batie. Si on revient sur le Chapitre 17,  
il faut absolument revenir sur les autres. La  
Chambre a voulu augmenter de 12000000 le budget  
de l'instruction publique. Dans le public, on  
a pu croire que ce crédit supplémentaire serait  
appliqué aux écoles communales et à la  
diffusion de l'instruction. Il n'en est rien. Le trait-  
-ment de tous les fonctionnaires a reçu une augmen-  
-tation considérable. Si on veut rétablir l'équilibre  
rompu sur un point, il faut le rétablir partout.  
Cela nous conduirait bien loin. Nous pourrions  
simplement exprimer ~~des~~ regrets, dans le rapport,  
qu'on soit allé si vite et si loin, et faire nos  
réserve.

M. Bocher appuie la proposition de M.  
Lambert de St Croix.

La Commission s'associe aux observations  
qui viennent d'être présentées et décide qu'elle  
sous-Commission fera M. le ministre proposer  
demander l'emploi qu'il compte faire du  
crédit supplémentaire accordé sur le Chapitre  
XXVII.

### Chapitre XXXII. Bourses.

Dans son rapport, M. Batie émet le  
vœu que les élèves boursiers soient, chaque année,  
présentés à un examen qui permette de retirer  
la bourse à l'élève qui ne profite pas de



l'instruction qui lui est donnée.

M. M. Bocher et Rouland ne voudraient pas que l'examen fut officiel. Il y a inconvénient à signaler les boursiers à leurs camarades. Le proviseur du lycée peut donner des notes et le ministre statuera, mais un règlement précis serait difficile à établir.

M. Rattier se rend à cette observation et supprimera dans son rapport ce qui est relatif à l'examen annuel.

M. le Duc de Guay désirerait qu'une plus grande facilité fut donnée pour le changement d'un boursier d'un lycée à un autre. Lorsque les parents de l'élève boursier changent de résidence, ils ont beaucoup de peine à obtenir que leur enfant soit rapproché d'eux. Il y a là un intérêt d'éducation en même temps que d'instruction.

M. Rattier répond que les bourses sont données dans les lycées les moins encombrés, mais que toutes les fois que la chose est possible, la translation de la bourse a lieu. Il serait difficile de proposer, dans le rapport, une mesure générale. C'est une question administrative qui dépend du ministre.

M. le Duc de Guay demande que le rapporteur recommande au ministre la concession de bourses et de  $\frac{1}{2}$  bourses de demi-pension. C'est un système qui a parfaitement réussi dans un département qu'il a administré.

M. Rattier reconnaît l'utilité de cette demande et il en fera mention dans son rapport.

Chapitre XXXIV. Le crédit en augmentation de trois millions.

M. Bocher fait observer que cette augmentation correspond à la construction de 2000 écoles, et demande si le crédit pourra être dépensé.

M. Rattier répond que le crédit s'appliquera aussi à l'agrandissement d'écoles existantes et que les demandes de subvention sont nombreuses au ministère. Elles suffiront à absorber l'augmentation votée par l'Assemblée.

M. Guay voudrait que les constructions aient été terminées.



encore des écoles mixtes, alors que la loi s'obstine  
à avoir une école séparée pour les garçons et  
les filles ne peuvent recourir aucun subvention.  
Il sera un moyen de faire unet des abus graves  
qui peuvent se produire.  
M. Babbie termine compte de cette observation.

## 2<sup>me</sup> Section - Beaux-arts - Chapitre 40 - Ecole des Beaux-arts -

M. Lambert de Ste Croix désirerait que  
l'école fut aménagée plus largement. On  
pourrait exprimer le même vœu que pour l'école  
de droit.

M. Babbie fait remarquer que la question  
n'est pas la même - l'école de droit rattachée  
à l'Etat; l'école des Beaux-arts est onéreuse.  
Il ne conviendrait peut être peut d'inviter  
le ministre qui est déjà si largement pourvu  
à propos de nouvelles dépenses.

## Chapitre 41 - Trésorerie de Ste Geneviève -

M. Babbie, dans son rapport, constate une  
irrégularité dans la façon dont le traité a  
été passé avec les peintres chargés de la déco-  
ration. On a absorbé le crédit de 400 000 fr.  
en trois ans pour un travail unique.

M. Lambert de Ste Croix pense que cette partie  
du rapport devrait être modifiée. La dépense  
devrait être répartie, non pas sur 4, mais sur 8  
années - le crédit annuel n'était donc pas  
et totalité absorbé. Il y a intérêt à favoriser  
la grande peinture, et le ministre ne saurait  
être blâmé pour avoir décidé d'aider de  
la décoration de Ste Geneviève. C'est le nom de  
la Sainte qui a excité la défiance de la Chambre.

M. M. Bocher et de Montgolfer  
présentent des observations dans le même  
sens.

M. Babbie réplique si la dépense serait fin



55  
en effet être reportée sur 8 exercices et modifiera en  
consequence son rapport.

### Chapitre 43: Subvention aux Théâtres.

M. Lambert de St Croix voudrait que la  
Commission appelle l'attention du ministre sur  
la gestion du grand Opéra. Le prix des places a été  
augmenté, contrairement à l'avis de la Commission  
des beaux-arts, et les artistes qu'on fait entendre  
sont très-médiocres.

M. Bernard appuie cette proposition: les théâtres  
subventionnés ne devraient pas être autorisés à faire  
payer du prix aussi excessifs.

M. de Lafayette n'a rien à dire sur l'augmentation  
à l'élévation du prix des places. S'il y a exagération  
le public cessera de se présenter au spectacle.

M. de Montgolfier ne pense pas que la  
question soit assez importante pour que la  
Commission du budget, qui aurait tout d'abord  
à faire, des questions autrement graves, puisse  
la traiter utilement.

M. Rabbie fait observer que la subvention  
est payée au directeur de l'Opéra et que  
la Commission serait incompétente pour traiter  
la question: c'est le rôle de la Commission  
des beaux-arts.

La Commission décide que M. Rabbie  
fera les changements qui ont été indiqués dans  
le <sup>4<sup>th</sup> et</sup> son rapport, et déposera son rapport  
son rapport à la première séance du Sénat.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire de la Commission.

J. Anglin



Séance du Jeudi 14 Xbre 1876.

Présidence de M. Souyer, guettier.

La Séance est ouverte à 1 h. 1/2.

M. de Moutgolfier donne lecture du procès verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. Vandier rappelle à la commission qu'à la suite de la discussion qui a eu lieu dans une des dernières séances, au sujet de l'application des fonds votés par l'Assemblée Nationale en vue de l'assainissement de l'île de Mayotte, il avait été décidé que M. le Président et M. Vandier demanderaient à M. le Directeur des colonies des renseignements de nature à éclairer la commission sur l'incident relatif à M. le Directeur des colonies. Le débat soulevé à cette occasion à la chambre des députés portait sur ce point à savoir, que des travaux de dessèchement de marais et de percements de routes devraient être exécutés par ordre du gouvernement à Mayotte, les habitants intéressés devant être invités à faire connaître leur intention de participer à la dépense et dans quelles proportions.

Le commandant de Mayotte, après la réception de la lettre du Ministre relativement à la prescription de ces travaux, nomma une commission pour étudier le mode de procédure à suivre dans l'exécution des travaux. Cette commission se réunit pour la première fois le 20 juin 1873. Elle décida que tous les propriétaires seraient informés des travaux à exécuter et invités à faire connaître dans quelle mesure, ils se proposaient d'y concourir. Dix-neuf lettres furent adressées aux propriétaires présents et aux mandataires des propriétaires absents. La Commission se réunit de nouveau le 6 août

pour connaître les réponses faites à ces propositions. Les dix-neuf lettres avaient reçu des réponses négatives sauf deux. Les propriétaires présents faisaient savoir qu'ils n'étaient pas assez directement intéressés à ces travaux pour y coopérer. Les mandataires disaient qu'ils ne pourraient prendre de déterminations sans avoir pris avis de leurs mandants. Seule la Compagnie des Communes proposait de coopérer pour la moitié pour les travaux à entreprendre.

La Commission accepta l'offre de la Compagnie des Communes et décida



54  
qu'il fallait commencer par le dessèchement des marais de Moënsig. Les travaux furent exécutés et ils ont coûté 10,000 fr. La Compagnie des Comores a participé pour 4000 journées de manœuvres. Elle n'a pas voulu continuer les autres travaux à exécuter.

On a prétendu que les Mandataires des propriétaires absents, n'avaient pas eu le temps d'informer ou temps utile leurs mandants des travaux à faire. Que seule la compagnie des Comores avait été favorisée au détriment de tous les autres propriétaires de l'Ile.

Cette accusation est absolument fautive. En effet, malgré l'offre de la compagnie des Comores de coopérer aux travaux à exécuter, les autres demandes auraient certainement été admises, si s'en était produit jusqu'à un crédit de 60,000 fr. 10,000 fr. seulement avaient été employés, et que le reste du crédit restait à la disposition des habitants.

Du 20 juin au 31 décembre 1874 aucune demande n'était encore parvenue. Devant l'accusation de cette faveur exceptionnelle qui aurait obtenue la Compagnie des Comores, il faut chercher un motif qui la justifie; or, il n'y en a aucun. La compagnie n'a touché qu'une somme de 10,000 fr. pour les travaux qu'elle a consciencieusement exécutés. Le surplus de la somme allouée a été employé par le gouvernement lui-même, qui n'a pas trouvé parmi les habitants de nouveaux collaborateurs.

On a dit encore que la route qui a été percée n'avait <sup>pas</sup> intérêt général; qu'elle avait été faite uniquement dans le but de valoir deux propriétés de la Compagnie des Comores. Cela n'est pas exact puisque la carte de l'Ile la fait remonter à 1865 et même à 1860. M. le baron de Courboug qui se trouvait à Mayotte en 1865 établit dans une lettre adressée à M. le Directeur des Colonies que cette route existait à cette époque. Voici la preuve. Ces explications résultent de deux lettres, l'une adressée à M. le Ministre de la Marine par le commandant de Mayotte le 3 9<sup>bre</sup> 1876, et l'autre à M. le Directeur des Colonies le par M. le commissaire de la Marine Nerty.

M. Vandier donne lecture à la <sup>commission</sup> ~~compagnie~~ de la nouvelle réduction qu'il propose à la commission pour l'article 18.

M. Delvol propose de remplacer dans le rapport les mots : les fonds ont été employés au mieux de l'intérêt de l'Ile par ceux de : au mieux de l'intérêt public.

M. Gouin rappelle à la Commission, que la question du projet rectificatif du budget de la Marine a été réservée. Il conviendrait peut-être avant de déposer le rapport d'entendre le gouvernement.

M. Duclerc. Il n'y a pas d'inconvénient à déposer aujourd'hui le



rapport de la Marine puisqu'il peut être modifié jusqu'à ce que le bon à tenir ait été donné.

M. Pouyer-Quertier propose à la Commission aujourd'hui que la commission est constituée d'appeler dans son sein M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre de la Marine.

M. Gouin pense qu'il suffirait d'entendre M. le Président du Conseil M. Delol chargé du rapport sur le budget des Cultes, demande aussi s'il ne serait pas utile d'entendre M. le Ministre des Cultes avant de donner lecture de son rapport.

M. Gouin. La commission a déjà entendu M. le Ministre des Finances, au sujet de la marche que le gouvernement a proposée, et de la sauvegarde des droits du Sénat. Cette question a été discutée dans le sein du cabinet qui a dû prendre une résolution. La commission après avoir entendu le Président du conseil et le Ministre des Finances aura certainement les éléments nécessaires pour prendre une part en connaissance de cause.

M. Arnaud. Le budget de l'Intérieur ne présentera aucune difficulté à l'exception de la suppression du traitement par la Chambre des Sous-préfets de Seaux et de St-Denis. A dater du 1<sup>er</sup> janvier le traitement de ces fonctionnaires sera supprimé. Devons-nous le maintenir au delà de cette époque? Il serait peut-être bon de soulever cette question lorsque la Commission entendra les Ministres.

La commission décide qu'elle entendra les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

Le rapport de M. Vandier est adopté et sera déposé.

La séance est levée à 3h  $\frac{1}{4}$ .

Le secrétaire de la Commission,

Vandier



59

Siéance du vendredi 15 Décembre 1876

Présidence de M. Pouyer-Luettich

La siéance est ouverte à 2<sup>h</sup> 1/4

M. Sanders donne lecture du procès-verbal de la précédente siéance

La commission décide à la nomination du rapporteur du budget général.  
Nombre des votants : 16 majorité absolue 9.

M. Pouyer-Luettich est nommé rapporteur du budget général par 15 voix. Un bulletin blanc.

Après une discussion approfondie, la commission décide qu'elle continuera à examiner les rapports.

Le secrétaire de la Commission,

Gervais

Siéance du samedi 16 X<sup>bre</sup> 1876

Présidence de M. Pouyer-Luettich,

La siéance est ouverte à 1<sup>h</sup> 1/4

M. Bernard donne lecture de son rapport sur le budget du ministère de la justice

Chapitre XI Cours d'appel.

Dans son rapport, M. Bernard ne se contente pas de discuter la question de la réduction de 40,000 francs apportée par la chambre des députés dans le budget des cours d'appel, et dont il demande le rétablissement à ce budget, il se livre, en outre, à une série de considérations sur des réformes à introduire dans l'organisation de la magistrature, et dont la réalisation lui fait entrevoir plutôt des augmentations que des diminutions de crédit.

M. Gouin partage l'avis de M. Bernard et pense qu'il serait bon de faire ressortir, dans le rapport, que le nombre des conseillers étant diminué, il en résultera pour les autres un surcroît de travail considérable.



qui nécessitent forcément l'augmentation de leurs traitements.

M. de Montgolfier trouve que la phrase, Qu'il Bernard, en parlant de la magistrature de Navarre se sert des mots : laborieuse et indépendante, semble dire implicitement que la magistrature actuelle ne possède pas ces deux qualités. La magistrature française est la plus indépendante de toutes, et elle accomplit sa tâche, à la fois si difficile et si délicate, avec beaucoup de zèle et d'intelligence.

M. de Montgolfier et Jouin proposent donc de supprimer les mots : indépendante et laborieuse.

M. Bernard n'a pas voulu attaquer la magistrature actuelle. Il a voulu simplement dire qu'on ne saurait trop faire pour maintenir à ce corps, si méritant, le prestige dont il a besoin et l'augmenter encore en exigeant pour l'entrée et le maintien dans cette carrière, des preuves de savoir incontestable.

M. Bernard effacera, dans son rapport, les mots : laborieuse et indépendante, puisque cette locution paraît à ses collègues pouvoir être mal interprétée.

M. Batbie demande à la commission la permission de renouveler une observation qui, déjà, a été faite dans la sous-commission relativement à l'ensemble du rapport de M. Bernard.

La sous-commission a trouvé que le rapport avait un caractère trop personnel. Il n'est pas l'expression d'une commission de finances.

M. Bernard est entré dans des détails trop étendus sur les réformes à opérer dans la magistrature, et plus le rapport semble, et la forme, prendre à partie la chambre des députés. Je crois ajoute M. Batbie qu'en présence de la situation si délicate dans laquelle nous nous trouvons vis à vis de la chambre, nous ne saurions trop mettre de ménagement dans les expressions dont nous nous servons en parlant d'elle.

Il conviendrait peut-être de modifier, dans ce sens, quelques-unes des expressions du rapport.

M. de Montgolfier. En établissant le crédit de 40000 fr. supprimé par la chambre, nous avons surtout pour but d'empêcher la violation de la loi. Il faudrait donc déterminer plus nettement le point de vue auquel nous nous plaçons et ne pas entrer dans des considérations qui font que le débat porte sur des questions étrangères, la seule question qui soit en discussion.

M. de La Fayette ne croit pas que, de ce qu'on fait des réductions dans le corps de la magistrature, comme dans tout autre corps de fonctionnaires, il s'ensuivra forcément qu'on y atteigne



à la loi en vertu de laquelle ces corps existent. Ce principe ne paraît pas parlementaire.

M. Batbie Ce que l'on conteste, c'est qu'une chambre puisse, à elle seule, rendre l'exécution d'une loi impossible.

M. Lucet. Si la chambre d'accord avec le Sénat a le droit d'abroger une loi par une suppression de crédits, la chambre semble être entrée dans cette voie. Ce sera au Sénat de voir à qu'il entend faire.

M. Delsol La chambre actuelle n'étant pas souveraine ne peut abroger une loi au moyen du budget. Si vous lui donnez ce droit exorbitant, vous lui donnez un pouvoir omnipotent. Pour abroger une loi, il faut une autre loi qui récrée le concours des deux chambres. Et en admettant même que le concours des deux chambres existât, M. Delsol ne croit pas qu'elles aient le droit d'abroger une loi au moyen d'une disposition budgétaire. Ce serait contraire au règlement.

M. Bocher. Nous nous trouvons en face d'une loi du budget votée par la chambre, mais qui n'est pour le Sénat, jusqu'à ce qu'il ait émis lui-même son vote, qu'une proposition. Si le Sénat ratifie ce que la chambre a fait, il est bien évident que cet accord des deux chambres crée une situation désormais inattaquable. Il n'y aura pas de recours contre une pareille décision. Seulement, il n'est ni sage ni prudent de procéder ainsi à la confusion ou à la révision des lois spéciales par voie incidente introduite dans une loi de finances.

M. Batbie croit que M. Delsol donne trop d'importance aux règlements intérieurs des assemblées. Les assemblées ont le droit de sortir de leur règlement quand elles veulent. Ce règlement n'est pas obligatoire contre l'assemblée, et une loi qui serait votée dans les conditions dont a parlé M. Bocher serait régulière.

M. Delsol dit que s'il y a accord des deux chambres pour abroger une loi au moyen de dispositions budgétaires, il n'y a pas de recours contre une pareille décision. La question n'est pas de savoir s'il y a un recours, il s'agit de savoir avant tout si une pareille décision est constitutionnelle. Or il n'est pas possible d'abroger une loi sans toucher au fond de cette loi.

M. Bocher réplique que lorsque deux assemblées sont d'accord pour abroger une loi, il n'y a pas de recours contre leur décision. Il y a des précédents qui militent en faveur de cette opinion.

M. Delsol répond que ces précédents ne s'appliquent pas au cas de l'abrogation des lois au moyen de suppression de crédits.



Mr. Jouin Il y a une théorie qui nous donne absolument le droit de révoquer des crédits. C'est donc Donner à la chambre des Députés le droit d'abroger.

Mr. Bernard. L'accord des deux Chambres est indispensable pour abroger une loi. S'il y a une loi qui fixe le nombre des Magistrats, le nombre n'en peut être réduit par la volonté des deux Chambres. En rétablissant le crédit supprimé par la chambre, nous assurons l'exécution de la loi.

Mr. le Président trouve comme Mr. Balthé que le rapport de Mr. Bernard est un peu rixé envers la Chambre des Députés. Il s'attaque trop à la commission du budget. Il continue peut être trop de détails sur les réformes à opérer dans la Magistrature. Enfin il fait trop sentir l'insuffisance des traitements et donne ainsi des armes aux personnes intéressées pour demander au Ministre des augmentations de traitement. Il serait bon de modifier les termes du rapport dans un sens plus modéré.

Mr. Bernard tiendra compte des observations qui ont été faites.

Mr. de Montgolfier Demande si certains tribunaux ont droit à être élevés à une classe supérieure lorsque la ville où ils siègent a pris une grande extension. Le tribunal de St Etienne, par exemple, ne devrait il pas être élevé à une classe plus élevée aujourd'hui que cette ville compte 150000 h. ? La situation n'a pas changé. C'est en vain que des réclamations ont été adressées au gouvernement pour changer cet état de choses. N'y a t il pas dans le budget un crédit prévu par ce cas ?

Mr. Delsol. Il faut pour élever un tribunal à une classe supérieure un décret. Et quelle que soit l'augmentation du chiffre de la population d'une ville, le tribunal qui y siège ne peut passer à une classe supérieure sans un décret.

Le rapport de Mr. Bernard est adopté sous les réserves qui ont été faites.

Mr. Ansel Donne lecture de son rapport sur le Ministère de l'Intérieur. A propos du chapitre III Mr. Ansel fait remarquer à la commission que le traitement des conseillers de préfecture étant augmenté, ceux de Seine et Oise demandent aussi une augmentation. Leur demande est fortement appuyée par Mr. Béraldi. Je n'ai pas cru devoir parler de cela dans mon rapport; si au cours de la discussion on propose un amendement dans ce sens nous l'examinerons.



67  
M. Anel demande l'élimation des traitements des sous-préfets de première classe. La plupart de ces fonctionnaires ne sont pas logés. Elever leurs appointements de 7000 à 8000 fr., ce serait leur permettre d'faire face aux dépenses toujours croissantes de la vie matérielle.

M. Balthie ne voit pas que la commission des Finances dans ses rapports sur le budget doive exciter à la dépense. La mesure que fait M. Anel au sujet de l'augmentation des sous-préfets de première classe, pourrait engager le gouvernement dans une voie qui n'est pas celle qu'on doit suivre.

M. M. De la Fayette et Montgolfier approuvent l'opinion de M. Balthie.

M. Bocher. On ne devrait seulement augmenter les sous-préfets de première classe, il faudrait aussi augmenter les préfets. Mais nous ne devons pas agiter cette question, au moment où la Chambre semble menacer les sous-préfets.

M. Lambert de St Croix. On pourrait mettre dans le rapport, par exemple, que nous regrettons que notre situation financière ne nous permette pas d'elever les traitements des sous-préfets de première classe.

M. Anel modifiera son rapport dans ce sens.

Sous-préfets de Scaux et de St Denis.

M. Anel dit dans son rapport que la suppression des traitements des sous-préfets de Scaux et de St Denis équivaut à la suppression de leurs fonctions qui cependant ont été instituées par une loi qui ne peut être abrogée à l'occasion du budget.

M. Anel a demandé des explications à M. le Ministre de l'Intérieur au sujet du paiement du traitement de ces deux fonctionnaires, qui, si on s'en rapportait à la décision prise par la Chambre des Députés à leur égard ne devraient pas recevoir de traitement passé le 1<sup>er</sup> janvier. Le Ministre a répondu à M. Anel, que leur traitement leur serait continué jusqu'à l'abrogation de la loi en vertu de laquelle ils existent.

M. Lambert de St Croix ne comprendrait pas qu'on ne demandât pas le rétablissement du budget supprimé par la Chambre, qui, après l'avoir supprimé s'est aperçue qu'elle avait fait une chose excessive puisqu'elle a présenté un projet de loi tendant à supprimer les sous-préfets de Scaux et de St Denis.

M. Rouland. Tout le monde est d'accord sur ce point, qu'une



loi ne peut être rapportée de la même manière dont elle a été faite. La Chambre des Députés, là où elle n'avait à examiner que le crédit, et si ce crédit était en rapport avec notre situation budgétaire, a eu l'intention de supprimer les sous-préfets de Seine et de St Denis. C'est allé trop loin et nous ne pouvons consacrer un tel abus de pouvoir, et l'opinion de M. Arnal doit être maintenue dans le rapport.

M. Lambert de St Elix pense qu'il y a là une confusion. Le budget est une loi qui n'est votée que pour un an, et il ne croit qu'on puisse engager l'avenir au moyen d'une disposition budgétaire.

M. Barthe. Ce qui est annuel dans une loi de finance, c'est le crédit. On confond le vote des crédits avec les institutions qui font corps avec les lois de finance.

M. Delol trouve que, en ce qui concerne les sous-préfets de Seine et de St Denis, la question de principe n'est pas engagée. La Chambre a repoussé le crédit qu'on demandait pour ces fonctionnaires, mais elle n'a pu supprimer les fonctions qui par conséquent existent toujours. Pour nous, il s'agit simplement de savoir si nous devons étaler le crédit supprimé.

M. Delol demande à ce que la rédaction soit modifiée dans ce sens.

M. Le Guay. On pourrait dire dans le rapport, par exemple, que nous devons maintenir le crédit affecté aux sous-préfets de Seine et de St Denis jusqu'à ce qu'une loi supprime leurs fonctions.

M. de La Fayette. La suppression du crédit, je le répète, encore une fois, ne supprime pas la loi, car enfin si vous trouviez des sous-préfets qui voulaient bien remplir leur fonctions sans touches de traitement, personne ne pourrait les en empêcher. La loi qui institue les sous-préfets ne sera donc pas abrogée par que le crédit aura été supprimé.

M. Rouland. La chambre des Députés en supprimant pour un an le traitement des sous-préfets de Seine et de St Denis, a suspendu pendant un an l'exécution de la loi qui les a institués. Cette suspension ne peut pas être permise. La chambre le sait bien reconnue qu'elle a déposé un projet de loi tendant à abroger ces fonctions.

M. Arnal tiendra compte dans son rapport des observations qui



ont été faites

Chapitre XXVI Secours aux gens de lettres.

Il y a une augmentation sur ce chapitre de 6000 francs.

M. Barbier fait remarquer que cette somme a déjà été votée dans le budget du Ministère de l'Instruction Publique. N'y a-t-il donc double emploi.

M. Arnel Demande des explications au Ministère.

Le rapport de M. Arnel est adopté sous les réserves faites par la commission.

La séance est levée à 6<sup>h</sup>

Le secrétaire de la Commission,

Jernay

Séance du lundi 18 décembre 1876.

Présidence de M. Pouyer-Luettich

La séance est ouverte à 2<sup>h</sup>  $\frac{1}{4}$ .

M. Bernard donne lecture de son rapport sur le budget du Ministère de la Justice, rapport qu'il a modifié d'après les observations qui ont été présentées à la dernière séance.

M. le Rapporteur après avoir traité la question budgétaire donne son appréciation personnelle sur les réformes qu'il croit utiles à opérer dans la Magistrature. Il le fait dit-il comme rapporteur et sous sa responsabilité personnelle.

M. Delol n'a pas assez étudié ces questions pour pouvoir donner son adhésion à M. Bernard, mais il se peut que d'autres membres de la Commission partagent sa manière de voir. Les mots (sous sa responsabilité personnelle) sont peut-être trop exclusifs.

M. Bernard a parlé comme rapporteur.

M. Lander. Vous ne parlez pas comme rapporteur. Le rapport est l'œuvre de la Commission. Vous auriez pu dire : un membre de la Commission croit (etc.)

M. Pouyer-Luettich. M. Bernard pourrait dire, par exemple,



« sans exprimer l'opinion de la Commission, quelques membres  
pensent etc... »

Mr. Bernard ratifiera son rapport dans 2 jours

Le rapport est adopté.

Mr. Bernard a été frappé des observations qui ont été faites Mr. Bocher  
au sujet de la transaction qui pourrait être faite avec la chambre des  
Députés sur les questions d'établissement de crédits. Il a vu plusieurs  
Députés de la gauche et après l'entretien qu'il a eu avec eux, que  
l'on trouvait à la chambre des Députés une majorité décidée à  
entrer résolument dans la voie d'une transaction; qu'elle accept-  
erait le rétablissement de trois ou quatre crédits et qu'ainsi les droits  
du Sénat se trouveraient sauvegardés. Mais pour arriver à ce  
résultat, il faudrait que ces questions fussent résolues avant le 31 X<sup>bre</sup>.  
Cette époque passée, la transaction serait beaucoup plus difficile.

Mr. Bernard avait devoir faire part de ces impressions; il le fait  
dans un but de conciliation.

Mr. Batbie pense qu'on doit tout d'abord lire les rapports, les  
faire imprimer et distribuer. Nous venons ensuite, quelle règle  
de conduite adoptera le Sénat.

Mr. le Président pense qu'on doit réserver la question pour un  
moment plus opportun.

Mr. Vaudier. Une difficulté s'était élevée dans la commission  
relativement au chapitre X du budget de la Marine.

Deux projets rectificatifs ont été déposés. Le premier a été repoussé  
par la commission de la Chambre.

Le second projet rectificatif a été déposé le 2 X<sup>bre</sup> dernier. Nous  
avons décidé que nous prions Mr. le Ministre de retirer ce second  
projet en nous basant sur ce principe que la chambre étant  
dessaisie de la loi des Dépenses qu'elle avait votée ne pouvait plus  
venir sur cette loi dont le Sénat était saisi.

J'ai fait part au Ministre du Vœu de la Commission qui  
d'abord accepta la proposition. Le ministre depuis a changé d'avis  
après avoir conféré avec le Ministre des Finances.

Mr. Bocher. La chambre n'a pas le droit de faire droit  
à la demande du Ministre de la Marine par une proposition  
additionnelle. S'il y a eu une erreur commise, c'est au Sénat  
de la réparer.

Mr. Rouland. La chambre des Députés a examiné et voté la  
loi. Son rôle est terminé; c'est au Sénat qu'il appartient aujourd'hui



De rétablir le crédit

Quant aux armemens de la flotte, M. Vandier fait remarquer qu'il ne met pas en cause le Ministère, mais il ne peut pas faire connaître son opinion sur l'utilité qu'il peut y avoir à en réduire le nombre.

M. Vandier vena M. le Ministre de la Marine et lui demanda de nouvelles explications. L'attitude nouvelle du gouvernement changea.

M. Luceat donne lecture de son rapport sur le budget de l'Algérie.

M. Lambert de St Croix, à propos des réformes proposées par le général Changy, dans l'administration de l'Algérie trouve que M. Luceat semble prendre trop à partie le gouvernement.

M. Luceat thème surtout le but qu'on se propose de supprimer le budget de l'Algérie.

M. Gouin trouve aussi que M. Luceat critique trop les réformes proposées par le gouvernement. Si le général trouvait dans le sein du Sénat des partisans de son système cela pourrait créer à la commission une situation embarrassante.

M. M. Bocher et Vandier pensent qu'il est bon de donner à ces appréciations une forme plus générale.

M. Luceat tiendra compte de ces observations et modifiera son rapport dans ce sens.

### Chapitre IX Forêts.

M. Luceat appelle l'attention du gouvernement sur les incendies qui éclatent si souvent dans les forêts de l'Algérie et qui prennent le caractère d'un véritable fléau. La répression est insuffisante. Il demande que les rapports qui sont adressés par l'administration Algérienne au gouvernement fassent connaître exactement les incendies et les causes de ces incendies.

M. de St Croix fait remarquer que ce sont là des questions administratives dont les chambres ne peuvent être saisiées.

M. de la Fayette demande à M. Luceat si la loi de répression contre les incendies votée par l'Assemblée Nationale n'a produit aucun effet?

M. Luceat répond que pendant l'année qui suivit le vote il n'y eut pas d'incendie. La seconde année quelques incendies éclatèrent à la suite desquels on appliqua de légères amendes. Et enfin la troisième année, les incendies prirent une proportion effrayante. Cette loi est donc insuffisante. Il faut arriver à rendre les tribus responsables. Une



autre mesure c'est de demander la publication des rapports sur ces événements.  
M<sup>r</sup>. Lambert de S<sup>t</sup> Croix craint que ces rapports que demande  
M<sup>r</sup>. Lucet ne soient pris pour de la défiance à l'égard du gouvernement.  
M<sup>r</sup>. Lucet tiendra compte de ces observations.

À propos de l'attribution des terrains domaniaux M<sup>r</sup>. Lucet  
présente des observations à la Commission. Il y a là des abus qu'il  
est bon de signaler.

À la suite de l'émigration à la Puisse de l'Alsace Lorraine il  
fut connu qu'on donnerait des terrains domaniaux aux  
Alsaciens Lorrains qui en feraient la demande. M<sup>r</sup>. Lucet qui  
fut rapporteur de cette loi pensa avec la Commission que ceux qui  
accepteraient la situation qui leur était faite ne pourraient le  
faire utilement s'ils ne disposaient pas d'une somme de 5000 francs.  
42 familles profitèrent du bénéfice de la loi votée et elles s'en trouva-  
rent si bien que trois ans plus tard les terrains qui leur avaient été  
donnés avaient pris une valeur quadruple.

Le général Gueydon gouverneur de l'Algérie fit un règlement  
aux termes duquel tout individu venant de France pouvait  
obtenir à titre de location 8 hectares de terres. La police  
allemande a profité de cela pour envoyer en Algérie des hordes  
de mendiants qui y arrivèrent dans un état de dénuement  
effrayant. On les approvisionna de tout et on n'obtint aucun  
résultat satisfaisant.

M<sup>r</sup>. Lucet émet le vœu qu'on devrait à l'avenir donner les terres  
domaniales à l'adjudication.

Sur l'avis de M<sup>r</sup>. Lambert de S<sup>t</sup> Croix que ce passage du  
rapport semble jeter une flamme sur l'administration M<sup>r</sup>. Lucet  
consent à le supprimer.

Le rapport de M<sup>r</sup>. Lucet est adopté sous la réserve des obser-  
vations qui ont été faites.

M<sup>r</sup>. Bernard donne lecture à la Commission de son rapport sur  
le budget de la Légion d'honneur.

Le rapport est adopté.

M<sup>r</sup>. Bernard ayant été obligé de s'absenter pendant la lecture  
du rapport de M<sup>r</sup>. Arcelet sur le budget du Ministère de l'Intérieur  
demande à présenter quelques observations au sujet de l'augmentation  
du traitement des conseillers de préfecture de la Seine dont le  
traitement a été porté de 8000 à 10000 fr. Les conseillers  
de Préfecture de Seine et Oise se sont émus de la situation faite à



leurs collègues de la Seine. Ils ont pensé que Versailles étant le siège du gouvernement, ils devraient avoir une situation intermédiaire entre les conseillers de préfecture de la Seine et les conseillers de préfecture de 1<sup>re</sup> classe. Cette situation aurait le grand avantage de créer une situation marquant d'une façon significative les droits d'arrondissement.

On aurait pu en raison de cela enlever 1000 fr. au traitement des conseillers de préfecture de la Seine et reporter ces 1000 fr. sur le traitement des conseillers de préfecture de Seine et Oise et créer ainsi une situation intermédiaire entre les conseillers de préfecture de la Seine et les conseillers de préfecture de 1<sup>re</sup> classe.

M. Ansel répond que plusieurs Dimanches ont été tentés dans ce but, mais qu'il n'a pu faire valoir ces considérations dans son rapport. S'il se présente des amendements, on les examinera.

M. Bocher croit que la Commission à la veille de discuter le budget, devrait par l'organe de son Président de savoir à la tribune de quelle façon elle a procédé dans ses travaux, la part de contribution qu'elle a faite et l'activité qu'elle a employée à s'acquitter de la tâche qui lui incombe. Il faudrait faire ressortir que si la Commission demande le rattachement de certains crédits, c'est uniquement dans le but d'éviter qu'on touche aux lois existantes. Mais que nous espérons que le bon sens, le respect de la loi et l'intérêt commun triomphent de ces difficultés qui ne sont qu'apparentes. Il est bon d'ajouter

M. Bocher que le pays sache tout cela.

M. Gouin désirait qu'on fit ressortir surtout la célérité avec laquelle travaille la Commission pour arriver à voter le budget le 31 Xbre.

M. Bernard pense qu'il ne faut pas jeter un blâme sur la prétendue lenteur avec laquelle aurait procédé la Chambre des Députés qui a examiné le budget dans la plénitude de son droit.

M. Pouland partage l'avis de M. Bocher. Sans blâmer la Chambre des Députés, on peut cependant dire que nous avons été saisis du budget à une époque très avancée. Il est utile que M. le Président insiste sur le fait tout en conservant de grands ménagements à l'égard de la Chambre des Députés.

M. Delol reconnaît qu'en fait la Commission n'a demandé le rattachement d'aucun crédit qui ne fut compris dans les demandes primitives du gouvernement. Il approuve l'idée de transaction, mais il croit qu'il serait imprudent de trop accentuer cette idée.



M. Caillaux a été entendu par la Commission avant de donner lecture de son rapport sur le Ministère des Travaux Publics relativement à certains crédits très importants dont il demande la suppression. Ainsi M. Caillaux ne peut remettre le crédit alloué au nouveau service des Contentieux qui a été récemment créé. Ce service était fait par des ingénieurs. Il n'appartient qu'à eux. Il en demande la suppression. M. Caillaux demande également la suppression de plusieurs autres crédits très importants. La Commission après une discussion approfondie, décide qu'avant de prendre un parti elle entendra M. le Ministre des Travaux Publics.

La séance est levée à 6<sup>h</sup> $\frac{1}{4}$ .

Le secrétaire de la Commission,  
Bernard

Séance du mardi 19 décembre 1876

Présidence de M. Souyer. Quetier

La séance est ouverte à 9<sup>h</sup> $\frac{1}{2}$ .

Le procès verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Bernard donne lecture à la Commission de son rapport sur le budget de l'imprimerie nationale.

La discussion qui a été soulevée à la Chambre des députés portait sur ce point, à savoir qu'un traité daté du 31 juillet 1874 a été signé par M. de Fourtoul, alors ministre de l'Intérieur et M. Paul Dalloz. Ce traité stipulait que l'impression et la publication du *moniteur des Comptes*, précédemment faites par l'imprimerie nationale, seraient confiées à M. Paul Dalloz. Cette convention fut faite, en titre de transaction, pour mettre fin aux contestations existantes entre l'Etat et M. Dalloz, au sujet du traité qui lui



concernait l'impression et la publication du Journal officiel,  
traité signé par M. Casimir Périer, ministre de l'intérieur.  
M. Dalloz déclarait, dans une contre-lettre, à M. Casimir  
Périer que dans le cas où l'Assemblée nationale n'approuverait  
pas les conventions signées par M. le ministre et par lui, ces conventions seraient annulées et ne  
donneraient lieu, de part et d'autre, à aucune réclamation.

Un projet de loi fut présenté à l'Assemblée  
nationale. aux termes de ce projet le ministre de  
l'intérieur était autorisé à résilier le traité avec M. M.  
Wittersheim, et à le et à traiter, pour la publication  
du Journal officiel et du Moniteur des Communes  
avec M. Paul Dalloz.

L'Assemblée nationale répondait à cette proposition  
de loi par une fin de non recevoir. Elle se déclara incompé-  
tente pour trancher la question dans un sens et dans  
l'autre. M. Dalloz demanda alors l'entente  
du traité signé par M. Casimir Périer, en se fondant  
sur ce que l'Assemblée nationale n'ayant ni approuvé  
ni improposé ledit traité, il était en droit d'en  
demander l'entente pure et simple, ou, à défaut  
de l'entente, le paiement de dommages-intérêts  
considérables.

Le rapport à la suppression du budget  
de l'imprimerie nationale des sommes affectées  
à l'impression et à la publication du Moniteur  
des Communes.

Mais quand il s'est agi d'apprécier la valeur morale  
de la transaction, deux opinions se sont produites  
dans la sous-commission : La majorité a été  
d'avis de ne pas juger la solution et de s'en  
rapporter à la décision de M. le garde des Sceaux  
qui apprécierait, sous sa responsabilité, ce qu'il  
y avait de mieux à faire dans l'intérêt de l'Etat.

La minorité a pensé que la lumière était  
faite, et qu'il y avait lieu d'inviter M. le  
garde des Sceaux à poursuivre, sans délai,  
la nullité de la transaction.

M. Babinet ne voit pas qu'il appartienne



au garde des Sceaux de demander la nullité du traité. M. le garde des Sceaux n'est pas, dans l'espèce, partie contractante. C'est le ministre de l'Intérieur qui a signé le traité; c'est donc à lui seul qu'il appartient d'en demander la nullité. La majorité de la sous-Commission, en s'abstenant d'inviter le ministre à demander la nullité du traité, a pensé qu'il serait peut-être imprudent d'engager le gouvernement dans une voie qui pourrait être fatale à ses intérêts, car l'issue du procès n'apparaît pas clairement. M. Dally, chef de la sous-Commission, a exprimé l'incertitude du gouvernement à l'égard du traité signé par M. Casimir Périer et le paiement d'une somme considérable. Ses motifs sur lesquels se fonde M. Dally paraissent être sérieux. La majorité de la sous-Commission n'a pas les éléments nécessaires pour engager la responsabilité du ministre.

M. Bernard. La minorité a pensé que le traité ne pourrait être valable et que le ministre compétent devait en demander la nullité.

Les conclusions de la majorité et de la minorité de la sous-Commission sont mises aux voix.

Les conclusions de la majorité sont adoptées. Le rapport sur le budget de l'imprimerie nationale est adopté.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire de la Commission  
Bernard



Séance du mercredi 20 décembre 1876

Présidence de M. Pouyer-Quertier

La séance est ouverte à 4 h.

L. prov. verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Delsol continue la lecture de son rapport sur le budget des cultes. Il rappelle en quelques mots les résolutions déjà adoptées dans la précédente séance.

M. Bernard explique qu'il lui et quelques uns de ses collègues n'ont pas assisté à cette réunion de la commission, cela tient à un mal entendu. La convocation pour cette réunion n'a pas été faite régulièrement. Plusieurs membres n'ont pas compris qu'une séance devrait avoir lieu, dès lors, les votes émis dans cette réunion perdraient tout ou partie de leur autorité, s'ils n'étaient renouvelés.

La commission fait droit à ces observations et décide que la discussion est de nouveau ouverte sur les points qui avaient déjà reçu une solution.

M. Bernard exprime alors que, suivant lui, il y avait lieu sur cette partie du budget de se montrer très sobre de modifications, en raison du caractère irritant de ces débats. Il pense cependant qu'il y a quelque chose à faire, mais il croit que le mieux serait de choisir dans les questions qui ont été discutées à la Chambre, un article sur lequel l'accord pourrait se faire avec la Chambre des députés; après avoir examiné tous les points en litige et sans avoir à se prononcer sur le parti qu'il aurait pris, s'il avait eu l'honneur d'être membre de la Chambre des députés, sur certains points, il estime qu'il serait convenable de ne voter au Sénat d'augmentation de crédit que sur un seul point, l'indemnité aux démissionnaires. Il adopterait volontiers le chiffre proposé par M. Bardoux, qui fixe à 400 000 francs l'augmentation, et il ne ferait, au besoin, aucun sacrifice pour porter cette augmentation au chiffre de 600 000 f., comme l'avait proposé le gouvernement. L'écart, sur cette question, n'a pas été assez grand pour qu'on ne puisse espérer qu'une majorité se forme sur cette question.

Cette augmentation ayant pour résultat de donner une satisfaction plus large aux engagements de l'Etat, envers les



deservants et résultant du concordat, le Gouvernement n'insisterait que plus fort pour eniger d'eux qu'ils remplissent strictement aussi envers l'Etat les devoirs qui leur incombent en vertu de la même loi. On pourrait faire des réserves pour le surplus.

M. Rouland appuie la proposition, mais jusqu'à concurrence de 400 000 f. seulement.

M. de Lafayette pense que cette augmentation est éminemment utile au point de vue politique - honorez la religion et supprimez l'abus, voilà la règle. Il ne toucherait pas, quant à lui, aux art. 14, 15 et 16. Il n'est pas possible de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais si l'on touche aux art. 14, 15 et 16, il ne votera pas l'augmentation des desservants.

M. Delsol continue la lecture de son rapport.

M. Bocher fait une observation générale. Le rapport parle à chaque page de l'opinion du Gard des Sceaux. Mais le Gard. des Sceaux auquel il fait allusion n'est plus Gard. des Sceaux aujourd'hui. Il serait utile de mieux préciser et de faire connaître l'opinion du Gard. des Sceaux actuel.

M. Delsol n'a pu conférer avec M. Martel qui est indisposé, mais comme il a toujours prononcé le nom de M. Dufaure, chaque fois qu'il a parlé du Gard. des Sceaux, personne n'a pu s'y méprendre.

M. Lambert Ste Croix. Il n'y a pas moins, dans le rapport de M. Delsol, de huit modifications au budget adopté par la Chambre des députés. Encore bien qu'il partage complètement les idées de M. Delsol sur tous les points et qu'il se réserve son vote personnel comme Sénateur si ces questions se posent au Sénat, il pense qu'il y aurait lieu pour la commission, après d'entendre dans les termes exprimés par M. le Président du Sénat et manifestés dans le programme lu hier à la tribune, de faire un peu d'électisme et de restriction, à quelques points seulement les modifications proposées.

Pour lui, le point capital, c'est le rétablissement du crédit pour les bourses de bacheliers; c'est le recrutement du clergé catholique qu'on a voulu atteindre. C'est un



85

service considérable qui serait entravé. Il représenterait en outre la décision relative au Chapitre de St Denis qui constitue aussi un service public. La retraite du haut clergé - Tous en reconnaissant la valeur politique de la proposition relative aux desservants, il renouvellerait à l'augmentation proposée parce que la Chambre, loin d'avoir entravé le service du culte s'en est au contraire quelque peu amélioré. Il renouvellerait, quoiqu'à regret, au crédit pour l'école de Carmes dans laquelle il voit une institution très utile pour maintenir le lien entre la société civile et le monde religieux. M. Delvol. Il n'est pas étonnant que ce soit sur le budget du culte qu'il se soit produit le plus de propositions de modifications. C'est le budget qui a été le plus passionnément discuté. C'est sur lui que s'est porté tout l'effort de la Chambre des députés. Il pensait que son rapport constituerait une source de modération. Il y avait des points nombreux qui auraient pu faire la base d'une discussion. La déclaration faite à la tribune est conforme, suivant lui, aux sentiments exprimés dans le rapport.

C'est à titre de service public qu'il demande le rétablissement des bourses des séminaires, du crédit pour l'école de Carmes, et qu'il proteste contre les dispositions de loi dont le budget est accompagné :

La disposition législative relative aux bourses et qui a confié la nomination au ministre, loin d'être une amélioration est une garantie de moins, puisqu'aujourd'hui c'est le Président de la République qui donne les bourses, sur la proposition du ministre. - La Chambre n'a certainement pas connu à fond la situation. - Quant aux entraves apportées au service du mandats délégués aux desservants, elles sont inutiles et renouveles. Pourquoi ces certificats d'identité qui s'appliquent tout aussi bien aux non-résidents qu'aux résidents? Pourquoi le visa du préfet, puisque c'est lui qui délève les mandats?

M. Lacet pense qu'il faut éviter de raviver des débats irritants. M. Delvol, dans son rapport, s'est placé sur le terrain de ses principes personnels; il a défendu un principe au point de vue de la légalité et de leur orthodoxie. Son rapport, fort bien fait du reste, laisse percer une idée de défiance contre ce qu'il regarde comme un empiétement dans le domaine religieux. Est-il prudent de donner à ces pensées l'autorité d'un rapport? On parle au nom de la Commission. Il y a des divergences



d'opinion, même au Sénat. Il n'est pas grandeur  
que chaque rapporteur se place ainsi dans ses convictions  
personnelles, et sorte du terrain sur lequel la commission  
doit se placer. huit modifications, c'est la lettre ouverte.

Il n'y aura plus de place pour la concitiation - On  
admet que les lois spéciales, actuellement en vigueur,  
ne peuvent être abrogées par un vote budgétaire;  
cependant cela peut arriver par un accord commun.  
Quand on croit une modification utile, on cherche  
à la consacrer ou au moins à la provoquer par un  
refus de crédit: c'est ce que la Chambre a fait.  
Certes, une autre procédure serait préférable =

Quant aux obligations imposées aux desservants  
au sujet de leur mandat, on a eu un certain  
droit de prendre des précautions; elles peuvent  
paraître excessives, surtout introduites dans une  
loi de finances, mais elles avaient leur cause.

Est-il bien sage d'attaquer de front tout ce qui  
a été voté par la Chambre des Représentants =

Le rapporteur a traité la question de la séparation  
de l'Eglise et de l'Etat; cette discussion, dans le  
rapport, lui paraît inutile, puisqu'il s'agit d'une  
question grave et solennelle, écartée par la Chambre  
et qui n'est pas soumise à une délibération.

M. Ancel = Il y a un double danger d'un côté et  
d'autre; mais il faut prendre un moyen terme =  
Il faut être inflexible pour ce qui touche au respect  
strict de la loi. La question des bourses de séminaires  
fait, suivant lui, échec à la loi, puisqu'elle  
fait obstacle au recrutement du clergé = La  
question de l'augmentation du traitement des  
desservants l'intéresse, mais elle ne surprend  
pas l'adoption d'une loi. Du reste la Chambre,  
au lieu de diminuer le traitement, l'a quelque peu  
augmenté; il s'en contente pour cette année.  
Les desservants sauront rester pauvres = Quant à  
l'enquête sur les corporations religieuses, c'est  
un acte de malveillance qu'il repousse.

M. Caillaux ne veut faire que deux observations



général. La première, c'est que nous devons assurer l'exécution des lois et services publics. La seconde, c'est que nous ne devons pas nous préoccuper de ce que fait la Chambre des députés. Il faut faire ce que nous voulons, et ce que nous devons.

M. Rouland quoique partageant au fond l'opinion des présidents, et pense cependant qu'il y a place pour une politique transactionnelle. M. Rouland tiendra toujours pour ses intérêts de l'état et les défendra, mais il faut du respect pour la religion et il accepterait volontiers tout ce que demande M. Delsol. La Chambre s'est trompée; elle est restée par trop sous l'empire de l'endroit du cléricalisme. Cependant M. Rouland ne partage pas l'opinion de M. Caillaux qui demande que le Sénat mette en avant tout sans se préoccuper de la Chambre des députés. Il n'y aurait pas de transaction possible si on était divisé sur des principes. Demandons ce qui est juste et bon; Demandons la plus modération. M. Rouland acceptera l'amendement sur les annuities, il acceptera l'amendement sur les bourses des séminaires. Quant aux prescriptions nouvelles relatives aux mandats des décrets, le Sénat a le droit de se renseigner.

Plusieurs membres demandent qu'on mette la question aux voix.

M. Labrie qu'il faut voter à fond la discussion générale qui est la question fondamentale du moment.

M. Bernard rappelle les paroles de M. le Président du Sénat, si empreintes de l'esprit de conciliation qui commande toute cette discussion.

M. Bocher n'est pas d'avis de demander tout pour avoir moins. Il pense qu'il faut bien poser ce qu'on demande, afin d'avoir la chance de faire accepter les votes par la Chambre des députés. Il est déjà important que le droit d'amendement du Sénat soit reconnu. Si on se présente devant la Chambre avec des prétentions exagérées, nous provoquerons des luttes sans issue favorable. Il demande tout,



nous n'obtiendrons rien. Protestons contre l'attitude  
indécise portée aux lois. Quant aux services publics,  
il faut entendre cette expression dans sa vraie  
signification, signification restreinte à de graves  
intérêts engagés, autrement, dans cette expression  
élastique, on engloberait tous les votes possibles.  
Notons le strict nécessaire; c'est à la borne notifiée.  
M. Delsol avait abondé dans le sens  
de M. Bocher aux conclusions de son rapport.  
Comme rapporteur, il a fait des concessions. Il  
s'est restreint le plus possible. La Chambre a  
introduit dans le budget une sorte de législation.  
Ce sont des dispositions législatives sur des questions  
où il y a des erreurs consacrées, et basées sur l'igno-  
rante des faits. Il n'est pas possible de ne pas le  
relever.

M. de Lafayette. Nous suivons une marche  
contraire à celle qui avait été suivie jusqu'à présent.  
Nous abandonnons le système de concessions, pour  
nous lier à un système à bras tendus. Rappelons  
nous ce qui a été fait pour l'instruction publique.  
Nous n'avons pas approuvé toutes les augmentations;  
nous les avons néanmoins adoptées.

M. Delsol. La question est bien différente.  
La Chambre a augmenté le budget de l'instruction  
publique, et elle a diminué le budget des cultes.  
Il y a même raison de statuer, mais en sens inverse.

M. Batbie veut aussi la modération dans les  
termes et dans les propositions, mais il tient à  
être conciliant envers la Chambre des Représentants;  
il doit aussi tenir compte du Sénat et de l'idée  
qu'il professe. Il faut se pénétrer de cette double  
situation, et il faut prendre garde d'arriver  
à se contenter personne et à mécontenter tout  
le monde. M. Batbie admettra le crédit de 1000 fr.  
relatif à l'enquête sur les corporations religieuses.  
Mais il n'approuve pas les motifs mis en avant  
par M. Guichard. La commission avait un  
premier projet d'augmenter le traitement



29

des desservants; Le chapitre avait donné une certaine satisfaction aux justes réclamations des desservants; cela suffit pour le moment quoique, bien certainement au point de vue politique, il serait peut être opportun d'augmenter le crédit. Quant aux bourses des Séminaires, M. Babbé ne peut les abandonner: c'est une question vitale pour le clergé catholique.

On peut écarter les art. 14, 15 et 16, par une raison générale, parce que ce sont des lois. Néanmoins on pourrait transiger en modifiant ces articles. M. Bérardi a proposé un amendement; cet amendement ne lui semble pas encore donner toute satisfaction aux exigences de la situation; Il propose une nouvelle rédaction ainsi conçue:

Art. 15. Les titulaires des bourses dans les Séminaires sont nommés et révoqués par Décret du Président de la République. Un règlement d'administration publique déterminera les formalités de la nomination, de la révocation et de la notification des décrets de nomination ou de révocation.

Art. 16 et 17. - Un règlement d'administration publique déterminera, après une enquête administrative, les formalités qui seront exigées pour établir la résidence effective des curés, desservants et vicaires dans les paroisses.

Cette nouvelle rédaction mise aux voix est adoptée.

Le Chap. 4<sup>er</sup> - 1000 f. pour les frais de statistique relative aux établissements religieux est adopté.

Le vote sur le chapitre relatif à l'augmentation des desservants est ajourné à la fin de la discussion. Chapitre 5. relatif au Chapitre de St. Denis, est adopté comme crédit.

Le crédit de 29500 f. relatif aux hautes études de l'école des Carmes est rejeté par 8 voix contre 7.

L'art. relatif aux bourses des Séminaires est adopté par 10 voix contre 5.

L'art. 13 est maintenu à la majorité.

L'art. 14 est supprimé à la majorité.

Les art. 15, 16 et 17 sont modifiés suivant



la réduction ci-dessus proposée par M. Babinet  
et qui a été adoptée.

#### Traitement des desservants.

M. Bernard insiste de nouveau pour que ce chapitre  
soit augmenté de 200000 f.; il a voté contre toutes  
les autres modifications, mais quant à celle qu'il  
proposait, elle est essentiellement libérale et patriotique.  
À ce titre, il regrette que l'amendement Bardoux  
n'ait pas été voté; il aurait même voté la proposition  
du gouvernement, s'il avait eu l'honneur d'être  
député.

M. Rocher, tout en approuvant l'augmentation,  
ne voit pas l'opportunité de la proposer au nom de la  
Commission des finances, parce que cette augmentation  
n'est pas nécessaire pour assurer le service régulier  
d'une loi. Cependant si la question est portée au Sénat  
il votera l'augmentation comme législative, bien qu'il  
la repousse par une simple raison d'opportunité aux  
membres de la Commission.

L'augmentation de 200000 f. est acceptée par 11  
voix contre 4.

L'ensemble du rapport est ensuite adopté.

La séance est levée et renvoyée à l'issue de la  
Séance du Sénat pour entendre, Mgr l'évêque  
d'Orléans et M. de Belcastel, Chesnelong,  
le g<sup>l</sup> d'Arcelle et l'amiral Dupreix d'Honnay  
au sujet d'un amendement qu'ils désirent  
soumettre à la Commission.

La séance est reprise à 4 h. 1/2.

M. Chesnelong expose que lui et ses collègues  
présents sont d'accord avec la Commission du  
Budget sur la question de l'augmentation militaire,  
au point de vue du respect dû à la loi; mais  
il pense qu'il ne vaut qu'une somme de  
60000 francs, on maintient en la loi; avec  
cette somme insignifiante, le ministre ne  
pourra pas se mouvoir dans la loi votée l'an dernier.



Il y a quatre parties principales de cette loi. Elle est :  
1<sup>re</sup> un aumônier titulaire par chaque agglomération  
d'au moins 2000 hommes.

2<sup>de</sup> un aumônier par chaque régiment complet

3<sup>de</sup> un aumônier auxiliaire par toute agglomération  
inférieure à 2000 hommes et supérieure à 200, et  
enfin autant de titulaires et d'auxiliaires que le service  
l'exigera ailleurs :

M. le ministre de la Guerre propose et la commission  
a admis ~~80~~ aumôniers titulaires. Ils seront insuffisants  
puisque'il y a 17 groupes de plus de 2000 hommes, des  
219 points déterminés on propose de faire faire le  
service par des aumôniers militaires : ce n'est pas  
enlever la loi :

Le projet ne donne pas d'aumônier aux régiments  
de moins de 2000 h., et au lieu de 230 auxiliaires  
qui figuraient dans les cadres, l'on en a, ou  
en compte plus que 130. - À ce compte, il n'y a eu  
pas d'aumônier auxiliaire par chaque réunion de 200  
hommes.

Impossible donc de faire fonctionner la loi au 60000 f.  
L'amendement propose un supplément dans la voie  
de la transaction : il demande 160 000 francs qui seront  
insuffisants pour l'exécution complète et entière de la  
loi, mais en diminuant les traitements proportion-  
nellement, avec cette somme on pourra maintenant  
payer les aumôniers en exercice.

M. l'Amiral Dompierre d'Honnay. Le  
ministre de la Guerre sera embarrassé. Le cadre  
est légal : 58 titulaires actuels vont on trouver sans  
traitements - que deviendront les titulaires ?

M. de Belcastel a vu le ministre au colloque,  
il lui a demandé sur quelles bases il avait établi  
ses comptes ; le ministre a répondu qu'il s'était rallié  
à l'amendement de M. Méline qui lui avait prêté  
un terrain en cette pour revenir devant la Chambre  
des députés ; qu'il avait accepté cet amendement  
comme un minimum, mais qu'il accepterait  
volontiers une augmentation, si on la lui donnait.



M<sup>r</sup> Dupontoup. Il s'est associé à la démarche  
de ses collègues parce qu'il se souvient que le principe  
de la loi a été voté à l'unanimité; même ceux qui  
combattaient le projet ont reconnu qu'il fallait  
donner aux hommes les moyens de remplir leur  
devoir religieux: Il n'accepte pas la réduction parce  
qu'elle créerait une situation qui ne permettrait plus  
aux hommes de remplir leur devoir religieux.

M. le Général D'Asselle se joint à ses  
collègues par les mêmes motifs =

Les auteurs de l'amendement s'étant retirés,  
la discussion est reprise.

M. Féray rend compte de ce qui s'est passé  
entre lui et le ministre. C'est lui même qui a fait  
ses propositions de crédit, sous qu'il est entré  
comme rapporteur aux précédents, avec influence  
sur lui:

Il avait d'abord prévu à demander 17 titulaires  
mais il a préféré se rallier à l'amendement M<sup>r</sup> Rivet.  
Les auxiliaires ont été fixés à 130, suivant un  
projet de répartition dressé par le ministre  
lui-même:

Ce qu'il faut, c'est essayer d'obtenir un vote  
confirmatif de la Chambre.

Il ne peut être question, comme l'a indiqué  
Monsieur Dupontoup de réduire les traitements  
pour répartir la somme sur un plus grand  
nombre, les traitements n'étant que suffisants.

Ce matin, M. le ministre de Bonfleur  
lui a rendu compte de la visite de ces messieurs;  
il leur a répondu qu'il valait mieux laisser la  
Chambre en l'état parce que, de cette manière, on  
avait espoir de sauvegarder le principe de la  
loi. On va peut être demander, par voie  
d'amendement, la suppression totale du crédit;  
il vaut mieux rester avec une proposition qui  
n'est que le strict minimum au quel nous  
pourrions nous présenter avec quelques hommes  
de bien devant la Chambre de députés; que



83  
de risquer le tout. Nous sommes forts sur ce terrain; restons-y.

M. Kandier. Les membres affirment qu'au 60 000, la loi ne sera pas enlaidie; il faut vérifier les affirmations de ces membres, car ce qu'il faut, avant tout, c'est que la loi soit enlaidie, pour son minimum si l'on veut, mais qu'on établisse au moins régulièrement l'importance des minimums.

M. Péray. La loi dit des aumônes titulaires par un ou deux groupes de 2000 h. et au-dessous: au-dessous, il n'y a lieu qu'à des aumônes auxiliaires, suivant les besoins du service. Le ministre est le premier et le meilleur juge de la question. Le ministre se contente du crédit, nous devons nous en contenter. Si, par l'expérience, on s'aperçoit que la somme est insuffisante, pour l'exécution minimum de la loi, on verra ce qu'on devra faire l'année prochaine.

M. de Bou de Guay. La loi de 1875 réserve aussi des aumônes de hôpitaux. Comment entend-on enlaidir la loi, en les appliquant à un service nouveau et prévu par cette loi?

M. Péray. Les aumônes de hôpitaux restent quand même comme aumônes de hôpitaux. En admettant qu'il y ait doute, vient-on, pour ces six aumônes, risquer le tout?

L'amendement mis aux voix est rejeté.

M. Caillaux donne lecture de son rapport sur le budget du ministère des Travaux publics.

M. Caillaux a modifié son rapport d'après les observations de la Commission, mais comme rapporteur, il réserve sa liberté d'action. Une partie de membres de la Commission fait des observations sur certains points du rapport au m. le rapporteur se livre à des discussions sur les personnes. M. Caillaux répond que si la Commission le desire, il retournera toutes les parties de son rapport, se réservant de produire devant le Sénat son opinion personnelle.



M. Bernard ne connaît pas assez les questions pour exprimer sur elles son avis, mais bien certainement il ne pourra donner son assentiment à une rédaction qui contient une critique sur des questions fort délicates et alors que le vote ne serait sanctionné par aucune modification de crédit. Mais tous les soirs, il faut entendre le ministre.

M. de Lafayette appuie les observations de M. Bernard.

M. Bataille ne pense pas qu'il soit utile d'appeler le ministre.

Après la lecture du rapport de M. Caillaux, la commission décide qu'elle se réunira demain à midi, pour entendre le ministre des Travaux publics.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le secrétaire de la commission.

F. Errard

Séance du jeudi 21 décembre 1876.

Présidence de M. Souyer. Questions.

Le procès verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. de Parieu. Deux amendements se sont produits sans concert préalable, au sujet de l'art. 9 de la loi de finances, relatif à l'inscription des nouvelles voies ferrées désignées dans les art. 1 et 3 de la loi de 1875.

Le premier amendement signé par M. Poriquet et d'une douzaine de ses collègues demande l'application de la loi de 1842 et



85  
1845 à la construction de ces chemins =  
Le second amendement signé par M. de Colbert  
et seize de ses collègues, dont j'ai fait partie, demande  
la suppression du paragraphe 4, paragraphe con-  
cernant la faculté arbitraire, pour le ministre des  
Travaux publics, de réclamer des départements des  
interventions jusqu'au chiffre par lui jugé suffisant  
pour entreprendre les nouvelles voies ferrées.

Je soutiens également les deux amendements.  
La loi de 1842 avait imposé aux départements  
le paiement des  $\frac{2}{3}$  de la valeur du terrain nécessaire  
à l'établissement des voies ferrées. Cette disposition  
a été abrogée par la loi du 19 juillet 1845.

Depuis, trois réseaux de chemins de fer  
ont été décrétés et entrepris, le premier sous le  
Gouvernement de Juillet, le second sous le premier  
annexé de l'Empire, et le troisième en vertu de  
la loi de 1868. On a procédé d'après les lois de  
1842 et 1845, ou par voie de concessions.

Par une fatalité étrange deux des seize  
Chemins de fer déclarés d'utilité publique en  
1868, n'ont pas été encore entrepris. C'est  
le chemin de fer d'Aurillac à St. Alexis le Martel  
et d'Aurillac à Lign. Cette négligence incon-  
cevable a été signalée à plusieurs reprises,  
notamment à l'Assemblée nationale, sous  
le ministère de M. Hesseilligney, pour ce qui  
concerne le chemin de fer d'Aurillac.

Ces réseaux ont été créés ou sont en  
voie d'exécution sur les bases des lois de 1842  
et 1845, c'est-à-dire à la charge de l'Etat  
pour les tracés, les ouvrages d'art,  
les stations, ou bien par concessions ou  
interventions de l'Etat, sans aucune rétribution  
obligatoire des départements et des communes.  
Un 4<sup>e</sup> réseau a été voté en 1875 qui comprend  
19 lignes et on y a rattaché les deux lignes  
du 2<sup>e</sup> réseau. On a rappelé dans la  
loi de 1875, comme dans les précédentes,



les droits résultant des lois de 1842 et 1845, imposant exclusivement à l'Etat les dépenses d'infrastructure.

Il y a donc droit acquis pour les 19 chemins de fer et pour les deux lignes du réseau dévoté en 1868. Une circulaire récente du ministre des Travaux publics, a mis en demeure les départements intéressés dans ces diverses voies de promettre des subventions à l'Etat, en faisant une concession sine qua non du commencement des travaux.

Ils peuvent donc revendiquer le droit acquis en 1868 et 1875 pour les localités intéressées d'une 21 ligne dont il s'agit.

L'amendement Poriquet est justifié et la pensée de M. le Ministre mérite d'être écartée quant à des subventions qui ne peuvent être que volontaires et qu'il a la prétention d'eniger. Si cependant la Commission se laissait entraîner par le ministre des Travaux publics sur le terrain de conditions nouvelles à apporter à la construction des derniers chemins, à raison de la superstructure dont l'Etat se chargerait, l'arbitraire qui dominerait le paragraphe 4 de l'art. 9 de la loi de finances serait inacceptable. Il y a dans une situation impossible les pouvoirs généraux qui ne veulent pas sacrifier l'avenir de leurs voies ferrées à l'intérêt de leur contribuable.

C'est pour cela que nous vous demandons le rejet du § 4 de l'art. 9 de la loi de finances.

M. Caillaux approuve l'amendement de M. de Parieu, et les modifications que M. le rapporteur propose dans l'art. 9 ont pour but d'écarter également de cet article toutes les dispositions qui sont contraires



à la loi 9, 1875, et notamment les § II, III et IV.  
M. de Lafayette pense que la plupart des lignes  
qui ont été concédées, l'ont été peut être légèrement.  
Elle n'a pas assez tenu compte des voies et moyens.  
Quant à la question de savoir quand ces lignes se  
feraient, on a laissé cela aux assemblées futures.

M. Caillaux. Les dix huit lignes dont il s'agit  
ont été déclarées d'utilité publique.

M. de Lafayette ne demande pas qu'on manque  
aux engagements pris. mais il croit qu'on ne doit  
pas se lancer à la légère dans des entreprises de  
travaux considérables, sans s'être préalablement  
assuré de la possibilité de les exécuter. L'exécution  
de travaux si considérables demande assurément  
d'autres ressources que celles que crée la loi de 1862.

M. de Lafayette, sans approuver l'art. 9, croit  
cependant que le ministre des Travaux publics  
ne doit pas être si sévèrement critiqué.

M. Bernard. La loi de 1875 a concédé plusieurs  
lignes de chemins de fer. Ces chemins de fer favorisent  
à la fois les départements et l'industrie, et  
en présence de l'impossibilité où se trouverait  
l'état de couvrir les dépenses qu'occasionneraient  
les travaux à exécuter, on a recours aux  
départements. M. Bernard s'explique  
parfaitement les demandes de subventions,  
mais il voudrait que ces subventions fussent  
proportionnées à la richesse des départements.

M. le ministre des Travaux publics est  
entendu par la Commission.

M. Caillaux dit à M. le ministre que  
la Commission a des explications à lui demander  
sur plusieurs points, notamment sur le  
crédit de 3 millions destiné à la construction du  
port de Boue. Ces travaux ne paraissent  
pas suffisamment justifiés.

M. le Ministre répond que la construction  
du port de Boue n'a pas été décidée par  
le Gouvernement. Elle a été résolue à la



Suite d'un amendement présenté à la Chambre des  
Députés au cours de la discussion du budget des  
Travaux publics. L'amendement fut pris  
et considéré et les 300 000 fr. destinés à la  
Construction de ce port furent votés.

M. Caillaux : les 300 000 fr. ne peuvent ni  
pas être employés et alors pourquoi avoir créé  
une augmentation dans le budget pour un  
dépense qui n'existe pas ?

M. Suet croit que le port de Boue est d'une  
grande utilité. Les ports qui nous mettent en  
communication avec l'Italie sont insuffisants.  
L'étude du port de Boue est terminée. Les  
travaux peuvent être commencés dans un très  
délai.

M. Caillaux fait remarquer qu'il n'y a  
pas eu, pour le port de Boue, déclaration  
d'utilité publique.

M. le Ministre répond qu'une loi d'utilité  
publique n'est pas nécessaire, puisqu'il n'y a pas  
d'expropriation à faire et qu'il ne s'agit que de  
travaux d'amélioration dans un port déjà  
existant.

Art. 54 et 55 portent crédit d'une somme de  
14 000 000 pour les travaux qui ne sont pas d'utilité  
publique. Le rapport en demande la suppression.

M. le Ministre répond qu'il a déposé deux projets  
de loi pour l'exécution des travaux de la Seine  
et du Rhône. Ces deux projets seront votés  
dans les premiers jours de la session prochaine.  
Nous n'avons pas vu qu'il fut nécessaire de  
demander l'argent nécessaire à des travaux  
urgents, en prévision de leur exécution.

M. le Ministre renvoie à la Commission  
de maintenir ces crédits. Il n'y a aucun inconvé-  
nient à les voter, puisque le ministre des Travaux  
publics ne pourra obtenir du ministre du Finances  
que les fonds qui seront nécessaires aux travaux  
en vue d'exécution. On émettra des obligations.



81  
M. Caillaux. Ce qui préoccupait la commission, c'était le maintien de crédits considérables pour l'exécution de travaux dont les projets n'étaient pas encore votés et pourraient ne pas l'être. Le ministre des Finances a le droit d'imposer des obligations représentant la somme de 40 000 000.

M. le Ministre des Travaux publics déclare que M. le ministre des Finances ne peut imposer des obligations qu'après le vote de la loi.

M. Caillaux. Le crédit de 40 000 000 demandé pour des travaux de chemin de fer de intérêt et non considérés parait très-engagé. Nous ne dépenserons pas la moitié de cette somme. 23 000 000 suffiraient.

M. le Ministre voit qu'on pourra dépenser ces 40 000 000. Nous avons, dit-il, à exécuter 2840 k. de chemins de fer d'utilité publique et d'intérêt. Les études sont à peu près terminées et elles seront approuvées dans le courant du mois de février. Si nous avons le crédit, nous le dépenserons certainement. Nous désirons porter les travaux sur tous les points de la France à la fois.

Pour un certain nombre de ces lignes, les travaux commenceront au printemps prochain. Nous aurons à acheter les terrains pour ces 2840 k. En supposant que le k. de terrain nous coûte 30 000 f. cela ferait un chiffre total considérable.

M. le ministre est donc persuadé qu'on pourra facilement dépenser les 40 000 000 demandés.

M. Caillaux. La commission n'approuve pas l'art. 9. Je demande dans mon rapport la suppression des paragraphes II, III et IV. Il s'agit, en un mot, d'un article, tout ce qui est une dérogation aux lois existantes.

M. le Ministre. Le paragraphe II ne constitue pas une disposition contraire à la loi. C'est une simple addition à la loi et non une dérogation. L'art. 9 ne change rien à la loi de 1875. Les travaux continueront à être faits par l'Etat.



quant au paragraphe III, M. le ministre ne  
sait pas pourquoi on le supprimerait. Il ne  
peut pas y avoir d'inconvénient à faire connaître  
l'état des travaux en cours.

Le § IV qui dispose que le conseil des départements,  
qui était facultatif deviendrait obligatoire. Cette  
participation obligatoire est indigestible. Tout  
qu'il n'a été que facultatif, le conseil des départements  
était absolument illusoire. L'Etat ne peut en-  
treprendre de si grands travaux de chemins de fer  
sans compter sur les subventions départementales.  
On limiterait d'ailleurs l'arbitraire qui résulte de ce  
paragraphe. Un décret réglementaire est en ce  
moment à l'étude qui a pour but de limiter  
l'arbitraire dont jouissait le ministre. On tiendra  
compte également de la situation des départements  
et les subventions qu'on réclamera d'eux seront  
proportionnées à leur richesse.

M. le Ministre donne lecture à la commission  
de son projet de décret réglementaire.

La séance est suspendue à 3 heures.

La séance est reprise à 4 h. 20 m.

M. Souyer. Quartier donne lecture à la commission  
de son rapport sur le budget du ministère des  
Finances.

Après quelques explications échangées entre M. M.  
Roulant, Kluckner, de Lafayette et Bocher, la  
Commission adopte le rapport.

Travaux publics (suite)

M. Caillaux. Malgré les explications qu'on  
a données à la Commission M. le ministre des  
Travaux publics, les crédits de 40 000 000 pour  
travaux de chemins de fer décrets et projets, de  
12 000 000 pour travaux projetés aux rivières  
et enfin celui de 2 500 000 fr. pour travaux projetés  
aux canaux, paraissent bien insuffisants. Le



crédit de 40 000 000 ne sera pas dépensé - La moitié de cette somme eût été très-suffisante - quant aux 14 500 000 fr. pour travaux projetés aux rivières et aux canaux, M. Caillaux n'admet pas qu'une demande des crédits si élevée en prévision de lois qui peuvent ne pas être votées -

M. Lambert Ote l'avis pour qu'il faut maintenir les crédits. Les supprimer, ce serait renvoyer le projet devant la Chambre. Mais on pourrait dire, dans le rapport qu'on espère que ces crédits ne seront pas dépensés, et que le ministre n'en usera qu'au fur et à mesure des besoins -

La Commission se range à cet avis.

M. Caillaux propose de supprimer l'art. 8 du projet de loi -

Quant à l'art. 9 qui remplace ainsi l'art. 8, M. Caillaux propose à la Commission d'en élargir toutes les dispositions qui portent atteinte aux lois de 1842, 1845 et 1875 -

En conséquence, M. Caillaux supprime de cet art. les paragraphes II, III et IV - Le premier et le 5<sup>me</sup> paragraphes sont seuls maintenus -

Le rapport sur le budget du ministère des Travaux publics est adopté.

La Séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Commission,

Albany

Séance Du Vendredi 22 xbre 1876.

Présidence de M. Fovier. Quartier - Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté -

M. le Président donne lecture à la Commission de son rapport sur le budget des recettes de l'exercice



1877. Après quelques explications au sujet des  
bons du trésor échangeés entre MM. de Lafayette,  
Lambert de St. Croix et Souyer. questier, le  
rapport sur le budget des recettes est adopté.

Le secrétaire de la Commission,  
Fernal

Séance du Samedi 23 décembre 1876

Présidence de M. Souyer. questier

La séance est ouverte à 1 heure.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et  
adopté.

M. Meinadier et plusieurs de ses collègues ont  
signé un amendement tendant à élever le crédit  
porté au chapitre XXX (rectification des routes  
nationales) de 1400.000 fr. à 2.000.000.

Ce crédit, ajoute M. Meinadier, porte à la fois sur  
les travaux de rectification et sur les launes. Le  
crédit de 1400000 fr. est insuffisant. En 1870, il  
était de 3000000. En 1871, il était de 2000000;  
une partie de cette somme fut employée à réparer  
les dégâts de la guerre. En 1872, le crédit fut augmenté  
mais on fit remarquer qu'en présence de ces dégâts  
qui persistent sur la France, on ne pourrait faire  
davantage. Aujourd'hui notre situation s'étant  
modifiée, nous demandons que le crédit de 1400000  
soit augmenté de 600000 fr.

Les travaux de rectification sont très considérables.  
Plusieurs départements souffrent beaucoup de  
cette sorte d'abandon dans lequel les routes  
sont laissées. M. Meinadier citera que la  
route n° 107, dont la rectification a été  
decidée, il y a plus de trente ans. Beaucoup  
d'autres routes se trouvent dans le même cas.  
Il y a partout des lignes de chemin de fer. Il



serait juste de ne pas abandonner les routes nationales, celles surtout qui traversent des départements joints de voir, jointes. —

M. Caillaux. Le crédit de 1400000 fr. ~~accordé aux~~ routes destiné aux travaux de rectification des routes nationales, est en rapport avec notre situation budgétaire. En 1870, le crédit était de 1,912,000 fr. Sur lequel on prit 1000000 pour le service de la guerre. En 1872 le crédit ne dépassa pas 700000 fr. Depuis cette époque, il a été successivement augmenté. Cela doit rassurer les départements intéressés, cette année on ne peut rien de davantage. — M. Caillaux propose, en conséquence, à la commission de maintenir, sans augmentation, le crédit de 1400,000 fr. —

M. le Directeur des Cultes fait remarquer à la commission que le rapport proposait une augmentation de 200000 fr. en faveur des desservants, il serait également juste d'augmenter le traitement des pasteurs protestants. La Chambre des Députés avait augmenté le traitement de ce dernier sous la proposition d'un dixième. La commission proposait d'augmenter le traitement des desservants de 200000 francs, il paraît juste d'augmenter de 20000 fr. celui du clergé protestant.

Enfin M. le Directeur des Cultes fait remarquer que le dernier paragraphe du rapport sur le budget des cultes, contient une inexactitude. Ce paragraphe est ainsi conçu: « Au Chapitre XVII, la Chambre a voté pour les édifices de cultes protestants et ~~Israélites~~ <sup>Israélites</sup> une augmentation de 20000 fr. applicable: 15000 fr. aux édifices du culte protestant, et 5000 fr. aux édifices du culte israélite. »

M. le Directeur ~~fait remarquer~~ <sup>dit</sup> que le Gouvernement n'a pas demandé d'augmentation de crédit pour les édifices protestants et israélites. La Chambre a voté 20000 fr. A voté le crédit demandé primitivement =

M. Lambert de Sainte Croix demande qu'on étende aux ministres du culte protestant et israélite les conditions de résidence qui s'appliquent



aux desservants.

M. le Directeur de cultes reprend que les mêmes conditions sont appliquées à tous les ministres de différents cultes.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le secrétaire de la Commission

Bernard

Séance du mercredi 27 décembre 1876.

Présidence de M. Souyer. quartier.

La séance est ouverte à 3 heures.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président: Nous sommes saisis d'un projet de loi portant ouverture, pour divers ministères, de crédits supplémentaires sur l'exercice 1876. Les crédits qui ont été votés par la Chambre des députés, doivent être votés par le Sénat avant le trente décembre. Nous devons donc nommer, dès aujourd'hui, le rapporteur. Bien que ces crédits se rapportent à plusieurs ministères, il est entendu qu'on ne fera qu'un seul rapport.

M. Souyer-quartier est désigné pour la Commission pour faire le rapport.

M. Bucher présente quelques observations au sujet du Chapitre XX - État B - Intérêts de la dette flottante. On nous demandait, pour l'exercice 1877 10000000 pour la dette flottante. Aujourd'hui on nous demande 9500000 f. n'est-ce pas un double emploi? Ces deux crédits s'appliquent également au paiement des intérêts de la dette flottante.



93  
M. Sauyer. Quartier : La dette flottante de 600 000 000, s'est élevée à 800 000 000. Les 100 000 000 demandés pour les intérêts étaient calculés sur le chiffre de la dette flottante actuelle. L'année dernière, on ne prévoyait pas que la dette flottante s'élèverait à 800 000 000. Ce n'est pas un double emploi; c'est une répétition.

Etat B. Chap. IV - Matériel du Conseil d'Etat.  
M. Batbie conteste ce crédit. Le Conseil d'Etat est meublé d'une manière somptueuse. Les architectes se sont refusés à utiliser l'ancien mobilier.

Etat B. suite - Chapitre VII - Personnel des lignes télégraphiques.

M. Lambert de Ste Croix ne s'explique pas l'augmentation qui a subi le crédit affecté au personnel des lignes télégraphiques. Sauriez-vous la somme de 205 000 fr. qu'on nous demande si elle peut être prévue dans le budget?

M. Armel répond que les lignes télégraphiques, ayant subi de l'extension, on a dû augmenter le personnel. Il en est de même pour le personnel matériel.

M. Cardier fait remarquer qu'en ce qui concerne le budget du ministère de l'Agriculture dont il a été rapporteur, il a trouvé au Chapitre Personnel une augmentation que les explications qu'il a recueillies n'ont pu justifier. Il n'y avait pas eu d'augmentation de personnel.

M. Kandier : L'augmentation de crédit qu'on demande est destinée au paiement de traitements qui ont été élevés.

Chapitre VII. Facultés.

M. Batbie : La somme de 131 000 fr. demandée pour les Facultés est destinée à réparer une erreur qui s'est produite dans la dernière répartition au profit de certains membres des Facultés, et au détriment de certains autres. C'est pour établir une compensation et réparer l'oubli commis au préjudice de ceux qui n'ont rien reçu.



qu'on demande le crédit.

M. Lambert De St. Croix veut qu'il soit bon de dire dans le rapport que toutes les dépenses qui peuvent se renouveler doivent être prises au budget et non pas demandées par crédits supplémentaires.

M. Caillaux. Les crédits supplémentaires qu'on nous demande ne sont autre chose que les crédits qui ont été supprimés par la Chambre des députés.

Après quelques observations, la Commission décide que M. Trupin, secrétaire du rapporteur demandera des explications à M. le ministre des Finances.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

Secrétaire de la Commission.  
Bernay

Séance du Vendredi 29 Décembre 1876

Présidence de M. Caillaux  
vice-président.

La séance est ouverte à 1 h.

M. Batbie fait connaître à la Commission les crédits votés par le Sénat que la Chambre des députés a acceptés et ceux qu'elle a repoussés. Il résume de la lecture du compte rendu de la séance de la Chambre



qu'elle a rétabli le droit relatif aux pensions militaires et le droit relatif à l'entrée en campagne. Les autres droits votés par le Sénat n'ont pas été admis par la Chambre.

Quant aux articles législatifs, la Chambre a repoussé l'art. voté par le Sénat relatif aux résidences, au domicile et a rétabli l'ancien art. 16 et 17.

L'art. 13 relatif aux bourses de dessin a été complètement supprimé. Ni la rédaction du Sénat ni celle de la Chambre n'ont été acceptées.

M. le Ministre des Finances... Mon intention est de déposer aujourd'hui même sur le bureau du Sénat le projet de loi du budget, tel que l'a voté la Chambre des Députés. Je demande à la Commission de vouloir bien délibérer sur le projet de loi et d'apporter aujourd'hui même au Sénat le résultat de ses délibérations. M. le Ministre fait connaître à la Commission de quelle façon les votes ont eu lieu à la Chambre.

Le Sénat, dit-il, a eu satisfaction complète au sujet de la reconnaissance de ses droits. C'est lui, assurément, ce qu'il demandait.

Je demande à la Commission d'accepter, pour une modification nouvelle la loi du budget, et telle que l'a votée la Chambre des Députés. Agir autrement, ce serait mettre le Gouvernement dans la nécessité de faire voter des douzièmes provisoires.

M. Rocher veut qu'il serait utile de faire, dès à présent, si la Commission entend voter le budget purement et simplement ou avec des modifications.

M. Rouland pense que le Sénat doit voter le budget tel qu'il a été voté par



la Chambre des Représentants. La Chambre nous a  
donné raison sur deux points : nous avons  
donné une satisfaction sur les principes, cependant  
il y a des points bien importants aussi sur lesquels  
nous n'avons pas eu satisfaction : ainsi le vœu de  
la Cour. relatif aux cours d'appel et le vœu adressé  
aux sous-préfets de Vaux et de St. Henri ont été  
repoussés. Il y a eu là une atteinte grave portée  
à la loi. M. Rouland ne demande pas qu'on revienne  
sur ces vœux, mais il estime qu'il serait utile  
d'insérer dans le rapport une protestation faite  
en termes modérés :

M. Baerger pense aussi qu'il faut faire des  
réserves bien-modérées, dans le rapport.

M. Bernard. Il serait préférable de voter le  
budget purement et simplement sans faire d'observations.  
Cela est nécessaire pour calmer les esprits.

Parmi les 369 députés qui ont voté le budget en  
reconnaisant les droits du Sénat, il ne faut  
pas croire que tous les votants avaient, sur les  
droits du Sénat, la pensée que semble indiquer  
leur vote. Parmi eux, et leur assez grand nombre,  
partageaient les idées de M. Gambetta. Ils votaient  
comme ils l'ont fait, ils ont donné un premier  
état d'âme de l'esprit de conciliation, car ils  
sont unis : nous devons le imiter.

M. Arul ne partage pas la manière de voir  
de M. Bernard. La question de principe est  
résolue. Le résultat du vote est considérable,  
mais il ne donne pas satisfaction complète.  
Il faut, dans le rapport, faire des réserves,  
qui donnent satisfaction à des exigences légitimes,  
pour éviter que des amendements se produisent, et  
ils se produiraient sûrement. Il faut donc exprimer  
dans le rapport, des regrets modérés, de façon  
à satisfaire le Sénat et à éviter les amendements.

M. Bocher. La Commission doit faire  
un rapport détaillé sur le nouveau projet,  
en faisant et en précisant, la Commission a le droit



93  
et le dernier d'exprimer certains regrets =

M. Ducloux = on peut reproduire, dans le rapport, l'esprit de la première déclaration =

Il est entendu que M. M. Douy, Guertier et Duches s. réunissant pendant la séance du Sénat pour rédiger, en commun, le rapport.

La séance est suspendue à 2 h. 10 m. et reprend à 3 heures.

M. le Président donne lecture à la Commission du rapport sur le budget des dépenses. Le rapport est adopté à l'unanimité =

M. le Président donne lecture de son rapport sur une demande de crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 500 000 = le rapport est adopté.

La séance est levée à 4 h. 1/4.

Secrétaire de la Commission,  
Berthelot